

KPB - archief

Archives PCB

eigendom / propriété HISPATK-PATHISC
beheer / gestion DACOB & CARCOB

ARCHIEF PB

DO **PB / BP** **21**

Nummer

BP 21 - 1972

1.9.

BP21_1972_01

Septembre 1972

Note de service.

Dienstnota.

Aux camarades: M.Drumaux
Aan de kamera- C.Renard
den: J.Blume
L.Van Geyt
A.Duchâteau
A.Deconinck
M.Guisse
J.Debrouwere.

Chers camarades,

En vue de la préparation du budget 1973, peux-tu me préparer pour le courant de septembre, une note circonstanciée sur les besoins budgétaires souhaités dans le ou les secteurs dont tu as la responsabilité, en ce y compris les besoins en cadres permanents.

Il s'agit d'établir l'état des demandes. La part définitive étant à établir par la discussion générale du B.P. sur le budget.

Fraternellement,

U.COUSSEMENT.

Waarde kameraden,

Kunt U mij, met het oog op de voorbereiding van het budget voor 1973, in de loop van de maand september een omstandige nota laten geworden over de gewenste budgetaire noden in de sektor of sektoren waarvoor U verantwoordelijk is, hierin inbegrepen de noden aan permanente kaders.

Het gaat erom een staat van de aanvragen op te maken. De definitieve staat zal moeten opgemaakt worden door de algemene diskussie in het P.B. over het budget.

Kameraadschappelijk,

U.COUSSEMENT.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 28 août 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 1er SEPTEMBRE 1972 A 9 H.30.

A l'ordre du jour :

- Problèmes politiques à poser au
prochain C.C. - rapport introductif : L. Van Geyt.
- Projet de résolution B.P. : Cl. Renard.

Fraternellement,

A. DE CONINCK.

Procès-verbal du Bureau politique du 1.9.72

Présents : Blume, Coussement, Debrouwere, De Coninck, Glineur, Levaux, Renard, Van den Branden, Van Geyt.

Excusés : Drumaux, Dussart, Turf.

- Communiqué B.P. sur la rentrée politique : adopté.
- Préparation C.C. des 23 et 24/9 :
 - Le rapport au C.C. sera présenté par L. Van Geyt.
 - Le B.P. de la séance prochaine (8/9) poursuivra la discussion sur le schéma de rapport.
 - Envisager une résolution à présenter au C.C. (à réexaminer au prochain B.P.).
- Envisager de publier au début 1973 une brochure (scientifico-agitatoire) sur le "Pillage de la Belgique par le capitalisme monopoliste d'Etat". Cherger J. Nagels de fournir le schéma scientifique.
- Publication par Rude-Pravo d'un article de F. Bailly sur les procès de Prague - (sans consultation du PCB) - s'en tenir aux protestations verbales transmises par J. Debrouwere.
- Projet d'invitation d'une délégation d'étude du PCB en Tchécoslovaquie
 - attendre l'éventuelle invitation
 - accord de principe pour répondre favorablement à des propositions de contacts - il appartient néanmoins au B.P. d'apprécier du moment le plus opportun.
- Réunion aile wallonne du B.P.
 - la reporter au 22/9 - à 14 h.30.
 - Y associer les camarades invités précédemment (Noël, Juchmès, Duchâteau, A. Martin).
 - Reporter la discussion sur les structures et liaisons avec les fédérations à une réunion ultérieure.

=====

COMMUNIQUE

Le Bureau politique du Parti communiste constate que la rentrée politique se caractérise non seulement par de nouvelles menaces pour les revenus du travail, mais aussi par une situation très préoccupante dans le domaine de l'emploi.

L'aggravation de l'insécurité de l'emploi s'explique par le fait que le grand patronat veut être le **bénéficiaire exclusif** de l'accroissement de la productivité, du progrès technique, des rationalisations de la production et surtout des aides financières de l'Etat. Ainsi que le montrent les expériences récentes des ACEC et du Val-Saint-Lambert, il y parvient généralement quand les résistances des organisations ouvrières restent fractionnées entreprise par entreprise. On peut compter qu'il utilisera la même tactique dans les mines, la sidérurgie et la grande distribution.

Pour riposter efficacement aux attaques contre l'emploi, il faut donc surmonter le morcellement des luttes et faire converger celles-ci dans une action générale à l'échelle de tous les secteurs et de toutes les régions pour des objectifs dont la réalisation assainirait le marché du travail : réduction de la durée du travail, abaissement de l'âge de la pension (60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes), extension de la sécurité d'existence.

Simultanément, tous les travailleurs, toutes les organisations ouvrières qui veulent assurer l'avenir et celui des jeunes en particulier devront de plus en plus remettre en question la politique économique du gouvernement.

Il n'est pas concevable que les organisations ouvrières continuent à tolérer que les trusts utilisent pour diminuer l'emploi les fonds publics largement mis à leur disposition par le ministre Simonet.

Quels que soient les penchants politiques des uns et des autres, c'est aujourd'hui une nécessité pour tout le mouvement ouvrier de réclamer la subordination de l'aide publique aux entreprises à des garanties effective de maintien et de développement de l'emploi.

Le Parti communiste propose que ces revendications soient mises en avant dans les manifestations qui auront lieu au cours de l'automne et dans tous les engagements qui s'annoncent sur le front de l'emploi.

Le Bureau politique
du Parti communiste de Belgique.

Bruxelles, le 1er septembre 1972.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 4 septembre 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le
VENDREDI 8 SEPTEMBRE 1972 A 9 H.30.
=====

A l'ordre du jour :

- 1) Poursuite de la discussion du
rapport à présenter au C.C. : L. VAN GEYT.
- 2) Divers.

Fraternellement,

A. DE CONINCK.

Procès-verbal du Bureau politique du 8.9.72

Présents : Blume, Coussement, De Coninck, Debrouwere, Glineur, Levaux, Turf, Van den Branden, Van Geyt.

Excusés : Drumaux, Dussart, Renard.

- Absence de M. Drumaux

- U. Coussement ira à Moscou pour assurer son retour
- accord sur déclaration que fera L. Van Geyt à la fête de la presse,
- accueil à l'aéroport pour son retour : De Coninck, Turf, Glineur, Blume, Debrouwere, Van Geyt.

- Nouvelle lettre de Dejace au B.P. (adressée à J. Turf)

- le B.P. estime que les camarades ont eu raison de ne pas publier un communiqué mais de s'en tenir à un article de J. Turf dans la presse, article sur le contenu duquel ils marquent leur accord et qui s'inscrit dans la ligne adoptée par les 2 derniers congrès et par le C.C.

- compte tenu du regain de la campagne anti-communiste et anti-soviétique, nécessité de la dénoncer avec vigueur.

- ne pas soumettre le problème à la discussion du prochain C.C. mais :

- 1) réaliser rapidement l'entrevue déjà envisagée avec Dejace (Blume, Debrouwere, Turf);
- 2) Publier dans le prochain Bulletin Intérieur du C.C. la lettre de Dejace et la réponse que lui fera J. Turf (si possible avant le prochain C.C.) - souligner dans la réponse que c'est Dejace qui continue à ne pas tenir compte des décisions des Congrès.
- 3) préparer une résolution du B.P. pour :
 - a) dénoncer la campagne anti-soviétique et son utilisation contre la sécurité européenne;
 - b) se distancer du terrorisme mais souligner la responsabilité du gouvernement d'Israël;
- 4) examiner ultérieurement, s'il y a lieu de faire ratifier cette résolution par le C.C.
- 5) poursuivre la discussion avec Frenay.

- Rapport Van Geyt pour le prochain C.C.

Pour préparer une résolution qui devrait être adoptée à l'issue des discussions du C.C., Blume établira avec Van Geyt le schéma des éléments principaux de la résolution qui doit prévoir le plan d'action immédiate proposé par le Parti aux forces démocratiques, axé sur les objectifs exposés par le rapport et visant à organiser la résistance du mouvement ouvrier à l'offensive patronale et gouvernementale.

- Contact avec le Secrétariat national J.C.

- accord pour que le Secrét. P.C. reçoive la délégation Secrétariat national J.C. - à l'issue de la réunion, il appréciera s'il y a lieu de maintenir la réunion avec la délégation Jongkommunisten d'Anvers prévue pour le jeudi 14/9.

=====

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 11 septembre 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le
VENDREDI 15 SEPTEMBRE 1972 A 9 H.30.
=====

A l'ordre du jour :

- Schéma du projet de résolution à
présenter au C.C.
- Déroulement C.C.
- Contrôle campagne Vietnam

J. BLUME

Fraternellement,

A. DE CONINCK.

Procès-verbal du Bureau politique du 15.9.1972

Présents : Blume, Coussement, Debrouwere, De Coninck, Dussart, Glineur, Levoux, Renard, Turf, Van den Branden, Van Geyt.

- Campagne anti-soviétique

- Projet de résolution : renforcer le caractère offensif
accord sur projet amendé.

- Dans D.R. : Dussart en discutera avec R. Lewin et notamment en fonction de son reportage retour d'URSS.

- Adresser une protestation à Eyskens au nom du groupe parlementaire (texte à rédiger par Debrouwere).

- Déroulement C.C.

Ordre du jour : - communication sur état de santé de M. Drumaux - Coussement (texte à présenter au prochain B.P.).

- Rapport Van Geyt : résistance à l'offensive du grand capital.

- Vote de la résolution.

- Communication sur l'état de la campagne Vietnam : Debrouwere.

Présidence : samedi après-midi : G. Glineur

dimanche matin : Withages

dimanche après-midi : U. Coussement.

- Lettre A. Davis : il lui est impossible actuellement d'accepter notre invitation, en prendre acte et saisir éventuellement une autre occasion.

- Campagne Vietnam

- faire une communication au C.C. : J. Debrouwere
- réponse du PSB : relancer le PSB par téléphone pour connaître la décision du Bureau quant à des actions coordonnées ou parallèles.

- Projet de résolution finale du C.C. : à rediscuter au BP du 22/9.

- Réunion de l'aile wallonne du BP : reporter la réunion prévue pour le 22/9 à 14 h.30 au 29/9 à 9 h.30.

- Invitation Jukmès au C.C.

- à réexaminer au prochain BP.
- De toutes manières, c'est au C.C. à décider (sur proposition du B.P.).

=====

A. Renard.

Projet de résolution du Bureau politique

Pour la paix au Moyen-Orient
et la Sécurité Européenne.

Contre les diversions antisoviétiques
=====

Le Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique a examiné la situation actuelle sous l'angle particulier des répercussions que certains événements et phénomènes d'ordre international ont dans notre pays.

Le Bureau Politique constate la persistance d'une campagne antisoviétique qui se poursuit depuis des mois déjà.

Cette campagne est orchestrée à l'échelle internationale. Elle rebondit à tout propos. Elle débouche régulièrement sur la remise en cause d'objectifs pacifiques devenus familiers à la plupart de nos concitoyens : l'effort pour mettre fin à l'aventure militaire américaine au Vietnam; la juste solution du conflit israëlo-arabe au Moyen-Orient; la rencontre des états capitalistes et socialistes d'Europe en vue de jeter les bases d'un système commun de sécurité.

Contre l'excitation antisoviétique.

En Belgique, les porte-parole les plus agressifs de l'antisoviétisme sont des groupes sionistes, dont la raison d'être est de faire la propagande de l'Etat d'Israël. Le caractère outrancier de leur agitation est hors de proportion avec les faits qu'elle invoque pour prétexte. Emettre une opinion sur les mesures prises en URSS pour éviter la "fuite des cerveaux" est une chose. Salir l'Union Soviétique, dont les fils libérèrent Auschwitz, et qui est toujours davantage une interlocutrice privilégiée lorsqu'il s'agit du problème brûlant de la sécurité des peuples (celle des peuples d'Europe en particulier) en est une autre.

.../..

Il faut donc regretter que M. Eyskens et plusieurs ministres de son gouvernement aient cru devoir, à l'occasion d'un meeting tenu à Bruxelles le mardi 12 septembre, manifester leur sympathie à l'égard des dits groupes sionistes et de leur propagande irresponsable.

Contre l'escalade des représailles

Le geste de M. Eyskens et de ses co-équipiers est d'autant plus sujet à critique qu'il s'inscrit dans le contexte inquiétant des tragiques événements de Munich et de leurs suites.

Le Bureau Politique estime que le drame de Munich a démontré une fois de plus que le terrorisme aveugle, fût-il inspiré par la plus légitime indignation, dessert les causes qu'il prétend défendre.

Il n'en reste pas moins vrai que la cause du peuple palestinien est une cause juste. Il n'en reste pas moins vrai que le terrorisme d'Etat pratiqué par Israël à l'égard de populations civiles, de femmes et d'enfants innocents, est pour le moins aussi condamnable que le terrorisme des feddayins.

Il ne pourrait donc être question de s'associer à Mme Golda Meir, chef du gouvernement israélien, lorsque celle-ci invite les pays d'Europe occidentale à participer à une sorte d'escalade des représailles. Les intérêts supérieurs de notre pays commandent que l'on s'engage dans une autre direction.

Pour une action politique réfléchie.

Cette autre direction est celle d'une action politique réfléchie, dont l'exécution incombe au gouvernement belge.

La Belgique doit, de toute urgence, faire entendre sa voix dans les instances internationales, en vue de couper court à l'exaspération du conflit israëlo-arabe, d'accélérer la solution du problème palestinien, de marquer des points en faveur de la paix au Moyen-Orient.

.../...

En outre, notre pays doit redoubler d'efforts pour faciliter la tenue et favoriser le succès d'une proche conférence réunissant les Etats capitalistes et socialistes de toute l'Europe et ayant pour objet les problèmes de la sécurité, du désarmement, de la coopération pacifique entre les peuples intéressés.

La campagne antisoviétique est une diversion voulue par les ennemis de la paix. Que toutes les organisations populaires soucieuses de la sécurité de notre pays inspirent à leurs mandataires, ainsi qu'au gouvernement belge, la clairvoyance nécessaire pour y parer.

Le Bureau Politique

du Parti Communiste de Belgique.

Bruxelles, le 15 septembre 1972.

Résolution du Bureau Politique

Pour la paix au Moyen-Orient et la Sécurité Européenne.

Contre les diversions antisoviétiques

=====

Le Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique a examiné la situation actuelle sous l'angle particulier des répercussions que certains événements et phénomènes d'ordre international ont dans notre pays.

Le Bureau Politique constate la persistance d'une campagne antisoviétique qui se poursuit depuis des mois déjà.

Cette campagne est orchestrée à l'échelle internationale. Elle retourne aux formes primaires de l'antisoviétisme du passé. Elle rebondit à tout propos. Elle débouche régulièrement sur la remise en cause d'objectifs pacifiques devenus familiers à la plupart de nos concitoyens : l'effort pour mettre fin à l'aventure militaire américaine au Vietnam; la juste solution du conflit israëlo-arabe au Moyen-Orient; la rencontre des états capitalistes et socialistes d'Europe en vue de jeter les bases d'un système commun de sécurité.

Contre l'excitation antisoviétique.

En Belgique, pour le moment, les porte-parole les plus excités de l'antisoviétisme sont des groupes sionistes dont la fonction habituelle est de faire la propagande de la politique agressive des dirigeants actuels de l'Etat d'Israël. L'agitation développée par ces groupes se base sur une présentation grossièrement mensongère des mesures, parfaitement explicables, prises en URSS pour éviter la "fuite des cerveaux". Cette même agitation vise à salir l'Union Soviétique, dont les fils libérèrent Auschwitz et qui est toujours davantage une interlocutrice privilégiée lorsqu'il s'agit du problème brûlant de la sécurité des peuples, celle des peuples d'Europe en particulier.

Il faut donc condamner M. Eyskens et plusieurs ministres de son gouvernement qui ont cru devoir, à l'occasion d'un meeting tenu à Bruxelles le mardi 12 septembre, manifester leur sympathie à l'égard des dits groupes sionistes et de leur propagande irresponsable.

Contre l'escalade des représailles.

Le geste de M. Eyskens et de ses co-équipiers est d'autant plus sujet à critique qu'il s'inscrit dans le contexte inquiétant des tragiques événements de Munich et de leurs suites.

.../..

Le Bureau Politique estime que le drame de Munich a démontré une fois de plus que le terrorisme aveugle, fût-il inspiré par la plus légitime indignation, dessert les causes qu'il prétend défendre.

Il n'en reste pas moins vrai que la cause du peuple palestinien est une cause juste. Il n'en reste pas moins vrai que le terrorisme d'Etat pratiqué par Israël à l'égard de populations civiles, de femmes et d'enfants innocents, est plus condamnable encore que le terrorisme de Septembre Noir.

Il ne pourrait donc être question de s'associer à Mme Golda Meir, chef du gouvernement israélien, lorsque celle-ci invite les pays d'Europe occidentale à participer à une escalade de représailles. Les intérêts supérieurs de notre pays commandent que l'on s'engage dans une autre direction.

Pour une action politique réfléchie.

Cette autre direction est celle d'une action politique réfléchie, dont l'exécution incombe au gouvernement belge.

La Belgique doit, de toute urgence, faire entendre sa voix dans les instances internationales, en vue d'exiger l'application de la résolution du Conseil de Sécurité du 2.11.1967, en vue aussi de rétablir le peuple palestinien dans ses droits, de couper court à l'exaspération du conflit israélo-arabe, de marquer des points en faveur de la paix au Moyen-Orient.

En outre, notre pays doit redoubler d'efforts pour faciliter la tenue et favoriser le succès d'une proche conférence réunissant les Etats capitalistes et socialistes de toute l'Europe, et ayant pour objet les problèmes de la sécurité, du désarmement, de la coopération pacifique entre les peuples intéressés.

La campagne antisoviétique est une diversion voulue par les ennemis de la paix. Que toutes les organisations populaires soucieuses de la sécurité de notre pays inspirent à leurs mandataires, ainsi qu'au gouvernement belge, la clairvoyance nécessaire pour y parer.

Le Bureau Politique
du Parti Communiste de Belgique.

Bruxelles, le 18 septembre 1972.

Resolutie van het Politiek Bureau

Voor de vrede in het Midden-Oosten en de Europese veiligheid.

Tegen de antisovjetische afleidingen

=====

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België onderzocht de huidige toestand, bijzonder uit het oogpunt van de weerslagen, die sommige gebeurtenissen en verschijnselen van internationale aard in ons land hebben.

Het Politiek Bureau stelt de bestendigheid vast van een anti-sovjetkampanje die reeds sedert maanden blijft aanhouden.

Deze kampanje is gecombineerd op internationaal vlak. Zij herneemt de primaire vormen van het antisovjetisme van het verleden. Bij elke gelegenheid laait deze weer op. Zij mondt regelmatig uit op het terug in vraag stellen van vredelievende objektieven waarmee de meeste van onze medeburgers zijn vertrouwd geraakt : de inspanning om een einde te stellen aan het Amerikaans militair avontuur in Viëtnam; de rechtvaardige oplossing van het israëlo-arabisch konflikt in het Midden-Oosten; het treffen van de kapitalistische en socialistische landen van Europa om de grondslagen te leggen van een gemeenschappelijk veiligheidssysteem.

Tegen de antisovjet-ophitsing.

Op dit ogenblik, zijn de meest opgehitste woordvoerders van het antisovjetisme, in België, de sionistische groepen waarvan de taak gewoonlijk bestaat uit het voeren van propaganda voor de agressieve politiek van de huidige leiders van de Staat Israël. De agitatie, die door deze groepen ontwikkeld wordt, baseert zich op een grove leugenachtige voorstelling van de zeer verklaarbare maatregelen, die in de USSR getroffen worden om de "uitwijking van het intellect" te beletten. Diezelfde agitatie strekt er toe de Sovjet Unie te belasten, waarvan de zonen Auschwitz bevrijd hebben, en die steeds meer en meer een bevoorrechte gesprekspartner is wanneer het gaat om het gewichtig probleem van de veiligheid der volkeren, deze van de volkeren van Europa in 't bijzonder.

Men moet dus M. Eyskens en verschillende ministers van zijn regering veroordelen, die zich verplicht hebben geacht om, ter gelegenheid van een meeting die op 12 september te Brussel gehouden werd, hun simpatie te betuigen ten opzichte van gezegde sionistische groepen en van hun onverantwoordelijke propaganda.

Tegen de escalade van de represaillemaatregelen.

De daad gesteld door M. Eyskens en sommige van zijn ministers geeft des te meer aanleiding tot kritiek gezien zij zich inschrijft in de verontrustende samenhang van de tragische gebeurtenissen van Munich en van hun gevolgen.

Het Politiek Bureau is van mening dat het drama van Munich eens te meer heeft bewezen dat het blind terrorisme, zelfs wanneer dit ingegeven wordt door de meest gewettigde verontwaardiging, nadeel berokkent aan de zaak die het beweert te verdedigen.

Dit neemt echter niet weg dat de zaak van het Palestijnse volk een rechtvaardige zaak is. Dit neemt evenmin niet weg dat het Staatsterrorisme, toegepast door Israël ten opzichte van burgerbevolkingen, vrouwen en onschuldige kinderen nog meer te veroordelen is dan het terrorisme van de "Zwarte September".

Er kan dus geen sprake zijn zich te verenigen met Mevr. Golda Meir, premier van Israël, wanneer zij de landen van West-Europa uitnodigt om deel te nemen aan een escalade van represailles. De hogere belangen van ons land eisen dat men zich in een andere richting begeeft.

Voor een weldoordachte politieke actie.

Deze andere richting is deze van een weldoordachte politieke actie, waarvan de uitvoering ten laste valt van de Belgische regering.

België moet hoogdringend zijn stem verheffen in de internationale instanties, om de toepassing te eisen van de resolutie van de Veiligheidsraad van 2.11.1967 - alsook om het Palestijnse volk in zijn rechten te herstellen, om paal en perk te stellen aan het tot 't uiterst gedreven israëlo-arabisch konflikt, en vooruitgang te boeken ter verwezenlijking van de vrede in het Midden-Oosten.

Bovendien moet ons land zijn inspanningen verdubbelen om niet alleen het zo spoedig mogelijk houden van een konferentie te vergemakkelijken maar ook om het succes hiervan in de hand te werken, konferentie die de kapitalistische en socialistische landen van gans Europa zou bijeen brengen en die als onderwerp zou hebben : de problemen van de veiligheid, de ontwapening en de vreedzame samenwerking tussen de belanghebbende volkeren.

De anti-sovjetskampanje is een afleiding, die gewild is door de vijanden van de vrede. Dat al de volkse organisaties, die bezorgd zijn over de veiligheid van ons land, alles in het werk stellen om aan hun mandatarissen, evenals aan de Belgische regering, het doorzicht te geven dat nodig is om hieraan te verhelpen.

Het Politiek Bureau

van de Kommunistische Partij van België.

Brussel, 18 september 1972.

Avant projet de résolution
du C.C., pour le B.P. du 15.9.72

Pour riposter aux mauvais
coups du gouvernement

UNION DE TOUTES LES FORCES
DEMOCRATIQUES D'OPPOSITION.

Le C.C.

constate que la rentrée politique et sociale de cette année est marquée par une offensive générale contre le niveau de vie des travailleurs et des classes moyennes, contre l'emploi, contre le développement et l'organisation démocratique des régions.

Cette offensive est voulue par le grand capital, par la réaction unitariste. Ses lignes directrices sont inspirées par les technocrates supranationaux liés au Marché commun des trusts et partisans du blocage de la croissance économique et des revenus populaires. Son exécution est assurée par le gouvernement Eyskens.- Vlerick - Simonet, aidé par la droite du PLP.

Des protestations à la riposte

La politique du gouvernement Eyskens - Vlerick - Simonet, consistant en premier lieu à organiser le pillage des budgets familiaux, plutôt qu'à aller chercher dans les coffres-forts des grosses sociétés des recettes supplémentaires dont l'usage social n'est d'ailleurs point garanti, provoque dès aujourd'hui de nombreuses protestations.

Il est à prévoir que ces protestations iront en se multipliant et que leur diversité sera toujours plus grande. Le Comité Central du Parti Communiste de Belgique estime que leur efficacité risquerait d'être diminuée si elles se poursuivaient en ordre dispersé.

Déjà, sous l'influence de la droite PLP, certains dirigeants des classes moyennes ont pu opposer les légitimes revendications de ces dernières aux revendications syndicales. Pareilles attitudes ne sont profitables qu'au

.../..

grand capital. Si l'on veut porter un coup d'arrêt à la politique du gouvernement, c'est une autre voie qu'il faut suivre.

Pour être efficace, la riposte aux mauvais coups du gouvernement doit remplir plusieurs conditions.

D'abord, elle doit tendre à unir les revendications populaires à un tout cohérent.

Ensuite, elle doit se développer dans tout le pays, entraîner tous les secteurs intéressés, mobiliser toutes les régions, sortir de l'isolement les luttes entamées à l'entreprise et sur le plan local.

Enfin, elle doit avoir l'audace de se donner un visage politique, et de ne pas se cantonner sur les terrains syndical et corporatif. Une mauvaise politique ne se combat bien que s'il existe une politique d'opposition.

Se défendre en préparant les changements

Le Comité Central du Parti Communiste de Belgique soumet donc aux travailleurs du privé et des services publics, aux classes moyennes, à leurs organisations politiques et sociales, à leurs mandataires, une série de propositions dont l'ensemble peut constituer dans l'immédiat un programme.

Ce programme poursuit deux objectifs : en premier lieu, barrer la route à toutes les mesures qui mettent en péril le niveau de vie populaire; en second lieu, préparer des changements positifs. Ses points essentiels sont les suivants :

I. Halte au pillage des budgets familiaux, défense du salaire et du pouvoir d'achat.

- a) Revision des conventions salariales sur la base du minimum de 12.500Fr brut.
- b) Revision des pensions et allocations sur la base du minimum de 7.500 Fr. net.

- c) Blocage et réduction des prix dictés par les monopoles (prix de l'essence et des produits pétroliers, des produits chimiques et pharmaceutiques, du gaz et de l'électricité, de la viande en gros, etc.).
- d) Indexation des barèmes fiscaux pour les revenus modestes et moyens.

II. Halte aux fermetures et aux licenciements, défense de l'emploi.

- a) Conclusion, avec les patrons et les pouvoirs publics, de conventions de garantie d'emploi impliquant : le reclassement obligatoire des travailleurs; le droit à la pension complète anticipée de 5 ans; la réduction des heures de travail sans contre partie; la généralisation de la sécurité d'existence.
- b) Subordination des aides publiques à la conclusion de contrats garantissant le maintien et l'augmentation de l'emploi sous le contrôle ouvrier, et prévoyant la mise sous séquestre des entreprises défail-
lantes.

III. Halte au sabotage de la réforme régionale, encouragement de l'initiative démocratique.

- a) Vote de lois octroyant à chacune des trois régions une assemblée élue, un exécutif, un conseil économique et social, les ressources financières appropriées.
- b) Transfert immédiat aux pouvoirs régionaux des crédits d'expansion non utilisés par suite de la carence de l'industrie privée.
- c) Création de grandes communes fusionnées, dotées des moyens adéquats.
- d) Règlement définitif, par la consultation démocratique, des litiges territoriaux (Fouron, périphérie bruxelloise).

IV. Halte aux restrictions budgétaires rétrogrades, démocratisation de l'enseignement.

- a) Retrait des arrêtés et circulaires entravant la démocratisation de l'enseignement.

- b) Elaboration d'un pacte scolaire de type nouveau, axé sur la démocratisation, le rapprochement et la coopération, à partir de la base, des différents réseaux d'enseignement, et négocié avec la participation des syndicats d'enseignants, des associations de parents, des organisations de jeunesse et d'étudiants.
- c) Accélération des efforts en matière de logements sociaux, d'équipements collectifs, de transports publics.

V. Une loi anticapitaliste.

Instauration d'un impôt sur les grosses fortunes et lutte effective contre l'évasion et la dissimulation des capitaux des grosses sociétés et des gros possédants.

Vers une opposition d'un type nouveau.

Le Comité Central du Parti Communiste de Belgique insiste à nouveau sur l'aspect politique de la lutte à mener en vue de la réussite d'un programme d'opposition à la politique du gouvernement Eyskens - Vlerick - Simonet.

Cette lutte ne pourra se développer de manière satisfaisante si les organisations syndicales FGTB et CSC ne donnent pas l'exemple de l'indépendance à l'égard des partis associés au gouvernement.

Cette lutte suppose que les travailleurs et militants socialistes prennent conscience de la gravité des aventures vers lesquelles les entraîne une minorité de leaders de droite de leur parti.

Cette lutte doit enfin être l'occasion de rassembler dans l'action les forces démocratiques socialistes, chrétiennes démocrates, régionalistes et sans parti, les forces progressistes décidées à combattre le grand capital et la réaction unitariste.

Le développement d'une opposition de type nouveau est plus que jamais à l'ordre du jour. Le parti communiste, en se renforçant et en amplifiant son action, saura le favoriser.

Le C.C. du P.C.B.

Marie Guise -

Note pour le Bureau politique

Le problème de l'avortement intéresse un grand nombre de femmes, de familles.

Selon différentes sources, les chiffres cités varient entre 50.000 et 150.000 avortements chaque année. Avortements clandestins, puisque la législation belge interdit rigoureusement l'interruption volontaire de la grossesse.

Malgré cette interdiction, malgré que pour 2 naissances, on parle d'un avortement, en Belgique on compte 100 à 125 poursuites par an. Ce qui prouve à suffisance le divorce réel qui existe entre la législation et la réalité des faits.

L'avortement clandestin est une plaie surtout pour les familles de travailleurs puisqu'il est bien connu que les femmes fortunées qui se trouvent en état de grossesse non désirée peuvent se rendre en Angleterre ou en Suisse où une intervention chirurgicale proprement faite préservera leur état de santé et aussi leurs maternités ultérieures.

Tandis que dans les conditions de clandestinité auxquelles elles sont astreintes, dans notre pays, les femmes de situation modeste n'ont aucune garantie sanitaire et sont l'objet, le plus souvent, d'une exploitation éhontée. Ce sont surtout des mères de plusieurs enfants qui y ont recours.

L'interdiction de l'avortement est à la fois une duperie, une manifestation d'hypocrisie et une flagrante injustice sociale.

Dans beaucoup de pays, on étudie actuellement ce problème. Chez nous, de nombreuses discussions, de nombreux colloques, de nombreux articles de presse prouvent que l'opinion publique s'intéresse de plus en plus à cette question. La position de notre Parti doit donc s'affirmer clairement et rejeter la contradiction qu'on essaie, dans certains milieux, d'introduire entre contraception et avortement.

La contraception, la prévention constituerait le moyen le plus efficace pour planifier les naissances et éviter le risque de grossesses non désirées. Mais ici aussi il faut reconnaître qu'il existe bien des lacunes, résultant des tabous, des préjugés qui entravent les efforts de ceux qui veulent répandre les notions de l'éducation sexuelle, de la contraception. 75 % des femmes ne pratiquent pas la contraception rationnelle.

Même lorsque le planning familial aura gagné du terrain et que les moyens contraceptifs efficaces pourront être mis largement à la disposition des couples, il pourra exister, il existera encore des cas où la seule solution restera l'avortement.

.../..

Cependant il ne se posera plus que pour une partie infime de la population ou dans les cas d'échec accidentel de la contraception, et cette situation dépassionnerait les discussions qui se font souvent très âpres entre partisans et adversaires de la libération de l'avortement.

Il y a donc un grand travail éducatif à accomplir.

Aucune femme ayant le désir et le pouvoir d'éviter une conception ne la laisserait se faire pour le plaisir de se faire avorter.

Aucune femme ayant souhaité une grossesse n'envisage de se faire avorter sinon lorsqu'elle craint de mettre au monde un enfant anormal ou lorsque des circonstances exceptionnelles lui font craindre l'avenir pour son enfant.

Selon des expériences citées par le Dr Dalsace et Me Dourlen-Rollier

"L'Avortement", il est démontré que le taux d'avortements passe de 8 à 1 % quand la population féminine est mise en mesure de pratiquer la contraception.

Il faut donc promouvoir l'éducation sexuelle, éducation graduelle bien entendu, mais qui devrait commencer dès les premières années scolaires. Il faut multiplier les centres de planning familial et informer les couples sur les moyens contraceptifs sûrs et efficaces (voir proposition de loi Calwaert-Housiaux du 15/12/71).

Cependant, nous devons être conscients que cette politique de prévention des naissances ne portera ses fruits que plusieurs années après sa généralisation. Aussi convient-il de se préoccuper en même temps de la libéralisation de l'avortement.

Les techniques actuelles utilisées pour l'interruption de la grossesse sont beaucoup plus simples, plus rapides, comportent moins de risques que la méthode classique en vigueur jusqu'à ces dernières années.

Lorsque la grossesse ne dépasse pas 10 ou 11 semaines, la technique dite de l'aspiration ne prend que quelques minutes, permet d'éviter la plupart des risques encourus précédemment, n'exige pas d'hospitalisation de la femme (pas plus de danger que l'ablation des amygdales, selon l'avis de notre ami Peers). C'est la technique utilisée dans les pays socialistes, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Suisse.

Lorsque l'avortement est provoqué dans le second trimestre, ce procédé n'est plus applicable, il faut administrer des antibiotiques, il faut une surveillance hospitalière.

La fraction du risque le plus grave, le décès, est fort rare. Dans un colloque qui s'est tenu en France en juin dernier, il a été signalé qu'aux Etats-Unis, on compte 8,2 décès pour 100.000 avortements pratiqués au cours du

ler trimestre;

il y en a 4 pour 100.000 au Japon

3 pour 100.000 dans les pays socialistes.

Cette proportion s'élève au cours du second trimestre : 40 pour 100.000 dans les pays scandinaves. Il faut rapprocher ces chiffres de ceux de la mortalité liée à l'accouchement : 30 pour 100.000 dans les pays développés (Dr Abramont - "Le Soir" 7.9.72).

En conclusion, nous pouvons donc dire que si l'avortement peut être dangereux, c'est parce qu'il est pratiqué clandestinement.

Il est donc urgent d'adopter une nouvelle législation en la matière.

A cette conclusion, ont abouti les colloques organisés l'an dernier, 11 et 12 mars 1971, par l'Institut de sociologie de l'ULB.

Cette année, le 15.4.72, par la Fédération belge pour le planning familial et l'éducation sexuelle,-

- des mouvements tels que le Comité "à travail égal, salaire égal", les Commissions féminines de la FGTB, les Femmes Prévoyantes Socialistes qui appuient la proposition de loi du sénateur W. Calewaert (proposition contre-signée par G. Housiaux et M.A. Pierson).

Proposition que je résume :

- 1°) la suppression des articles du code pénal ayant trait à l'interdiction de toute méthode d'information ou de publicité, aux indications, concernant les moyens de provoquer un avortement;
- 2°) l'humanisation de la législation sur l'avortement, stipulant : "Il n'y a pas d'infraction lorsque l'avortement est provoqué dans les 15 semaines de la conception chez une femme qui y consent après avoir reçu, pour des raisons médicales, un avis écrit favorable de deux médecins au moins, dont un médecin spécialiste en gynécologie et en obstétrique et que l'avortement est pratiqué par ce dernier; ou après avoir reçu, pour des raisons sociales ou socialo-morales, un avis écrit favorable de trois médecins au moins, dont un médecin spécialiste en neuropsychiatrie et un spécialiste en gynécologie et obstétrique et que l'avortement est pratiqué par ce dernier".

Les sénateurs socialistes veulent évidemment maintenir l'article 350 qui punit les personnes incompetentes qui pratiquent l'avortement.

L'article 351 qui punit la femme qui s'est fait avorter sera évidemment abrogé.

.../..

Cette proposition de loi a reçu l'approbation des F.P.S. même si bon nombre d'entr'elles trouvent certains points insuffisants. Ces lacunes sont essentiellement de deux ordres :

- 1) la crainte qu'éprouveront de nombreuses femmes de se présenter devant la Commission des médecins habilités à se prononcer sur la demande introduite;
- 2) la crainte que le délai ne soit insuffisant, après le moment de la constatation de la grossesse, pour trouver les médecins qui accepteront de pratiquer l'avortement.

Cette attitude est partagée par les Commissions féminines de la FGTB, elle a été définie à leur dernière semaine d'étude en octobre 1971.

Les militantes FGTB préconisent :

- l'éducation sexuelle dispensée à tous les niveaux de l'enseignement et ce, tant aux filles qu'aux garçons;
- l'accroissement du nombre de centres de planning familial ainsi qu'une large information des adultes sur les moyens contraceptifs, par des cours, des conférences, publications, auxquels les entreprises devraient être associées.

A cet égard, les participantes aux journées d'étude FGTB ont souhaité que les listes des centres de "planning familial" soient mises à la disposition de tous les travailleurs et travailleuses, notamment par l'intermédiaire des organismes d'entreprises.

Au plan de la législation, elles demandent :

- une loi valable sur l'avortement afin que celui-ci, réalisé dans de bonnes conditions, ne reste pas le privilège des femmes fortunées tandis que celles qui ne le sont pas, doivent avoir recours à l'avortement clandestin, dont les conséquences sont souvent très graves pour la femme. L'avortement est une réalité sociale qui ne peut être ignorée et qui demande des solutions. Les participantes apprécient la proposition de loi du sénateur socialiste Calewaert mais n'admettent pas l'une des modalités prévues, à savoir l'obligation de recueillir l'accord de 3 médecins. Elles estiment que la décision finale appartient à la femme et que l'avortement devrait être pratiqué dans de bonnes conditions médicales d'hygiène et de sécurité dans des cliniques appropriées et qu'il devrait échapper à toute pratique d'un mercantilisme révoltant.

Du côté chrétien, on se heurte évidemment aux interdits de la morale chrétienne. Dans les milieux les plus avancés, on prône l'éducation amenant une prise de conscience du public qui va au-delà des simples mesures de contraception.

" Le contrôle conscient et réfléchi de la fécondité doit être la préoccupation première de notre société moderne. Considérer l'avortement comme une technique habituelle de contraception et permettre la législation pure et simple d'une telle pratique, c'est s'orienter vers une solution plus facile, certes, mais combien peu édifiante pour notre condition humaine".

(article de Jacques Ferin et Claude Lecart - "La Cité" 6.9.72)

Les seules circonstances dans lesquelles les milieux chrétiens envisagent l'avortement sont :

- 1) lorsque la grossesse constitue un risque grave pour la santé de la mère - (affection cardiaque extrêmement grave - cancer de l'utérus et autres organes pelviens, tuberculose et autres cas exceptionnels);
- 2) pour des raisons psychiatriques ou psycho-médicales, - celles-ci étant bien souvent difficiles à différencier des raisons psychologiques ou psycho-sociales. Celles-ci étant le cas le plus fréquent et de l'avis de tous, constituant un problème vieux comme le monde.

Si les milieux chrétiens rejettent la notion suivant laquelle l'embryon ou le fœtus est considéré comme un être sur lequel la mère a le droit de vie ou de mort (contrairement à la conception "chaque femme est maîtresse de son ventre"), les chrétiens se posent cependant la question difficile à trancher : où s'arrête le conflit d'existence entre l'être "en devenir" et l'épanouissement harmonieux de la mère qui le porte, où commence la commodité ?

C'est encore dans "La Cité" du 10.9.72 que l'on peut lire en conclusion d'une série d'articles sur l'avortement, Mgr Heylen, professeur de morale spéciale à l'Université de Louvain qui écrit : "En définitive, la sagesse humaine, dont relève la morale, doit s'incliner devant l'ignorance du mystère humain, légèrement dépassée par les données sûres de la génétique.

C'est encore le seul critère acceptable de l'humanité de tous. Toutes les autres suppositions créent l'instabilité et l'insécurité générale. Comment réclamer, dans ces conditions, la liberté d'action au nom de la liberté d'opinion ... Ces brèves notices n'excluent pas une certaine révision éventuelle de la loi, tant que celle-ci entend résoudre les conflits des vies selon le principe de l'égalité fondamentale de toutes".

Après avoir examiné ces différentes prises de position, après un échange de vues sur les différentes législations étrangères, et notamment sur ce qui se passe dans les pays socialistes et plus spécialement en RDA, la Commission a décidé de demander au Bureau politique :

.../..

- 1°) de prendre une position claire sur le plan des principes;
- 2°) de charger le groupe parlementaire de déposer une proposition de loi qui comprendrait les deux aspects du problème : 1) l'éducation sexuelle et la contraception; 2) l'avortement.

Sur le problème de l'éducation et de la contraception, il y aurait moyen de trouver un écho favorable dans les milieux les plus larges. Selon nous, il faudrait insister pour que l'éducation commence dès le plus jeune âge, et non au moment de l'adolescence. Il faut créer un contexte général éducatif, une éducation à la parenté responsable, un effort qui porte à la fois sur la contraception et sur une politique sociale prévoyante, accueillante, assurant les droits de la femme, de l'enfant, de la famille. Il faut également "dépénaliser" la mère célibataire.

Ce premier volet de la question ne nous permet pas d'escamoter le second, le problème plus difficile de l'avortement.

Avant qu'on en arrive à un contrôle lucide de la fécondité, les spécialistes s'accordent à dire qu'il faudra une ou deux générations. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la plupart des pays ont adopté ou préparent un système législatif, et bien entendu les institutions médicales, qui répondent aux aspirations d'un nombre croissant de personnes. Le nombre de ceux et de celles qui ne considèrent pas comme un crime le fait de vouloir mettre un terme à une grossesse non désirée, s'élève dans tous les milieux.

Il nous appartient d'ailleurs de contribuer à ce que nos justes positions soient comprises par la population. Il nous faudra bien expliquer que la libéralisation de l'avortement n'est nullement une mesure de destruction de la famille, au contraire, puisque l'avortement pratiqué dans de bonnes conditions sanitaires, à l'opposé de l'avortement clandestin, préservera la santé de la femme et les possibilités de maternités futures.

Notre proposition de loi devrait aussi rencontrer les craintes exprimées dans les milieux avertis concernant les hésitations des femmes à se présenter devant une Commission, et le danger réel qui réside dans le délai des décisions à prendre dans cette éventualité; il faut qu'il ne dépasse pas les 15 premières semaines, échéance qui paraît à tous comme un maximum.

Notre souhait serait donc que la décision soit prise par le médecin traitant et le gynécologue qui effectuerait l'avortement.

Notre Commission (U. Coussement, Ro Lewin, W. Peers et M. Guisse) est unanime à souhaiter une prise de position claire et rapide du Parti. La camarade L. Bouffioulx est prête à nous aider pour la rédaction de la proposition de loi, dès que le B.P. aura donné son avis sur la présente note.

Le Bureau politique du PCB prend nettement position en faveur d'une législation qu'il estime urgente, accordant aux femmes la protection sociale et les droits complets en matière de naissance et d'avortement.

Il considère en particulier que le refus des naissances, relève d'un droit moral et d'hygiène sociale, inséparable des libertés individuelles, et engage l'opinion publique à s'exprimer avec plus de force contre l'hypocrisie des lois et pratiques actuellement en vigueur dans notre pays.

Le Bureau politique du PCB réclame une législation complémentaire indispensable en matière de contraception, de planning familial et d'éducation sexuelle.

Il souligne les insuffisances en ces matières de la proposition de Loi Callewaert, et charge le groupe parlementaire communiste de préparer une proposition de Loi à soumettre au Parlement.

Il dénonce à nouveau les carences criantes en matière de crèches et de protection des naissances, ainsi que l'inégalité de la condition féminine dans maints aspects de la vie sociale, en particulier sur le plan des salaires et des conditions de la femme au travail.

Communiqué.

Au nom du groupe parlementaire communiste, le député Van Geyt s'est adressé par lettre à MM. Hurez et Claes, Ministres de l'Education Nationale, qui le 19 septembre reçoivent pour la deuxième fois une délégation du secteur Enseignement de la Centrale Générale des Services Publics.

Dans sa lettre, M. Van Geyt apporte le soutien des parlementaires communistes au point de vue du Secteur, qui réclame le respect intégral des engagements pris par le gouvernement en ce qui concerne les revendications syndicales du personnel enseignant, ainsi que la revision des mesures restrictives unilatérales du gouvernement, qui compromettent gravement la démocratisation de l'enseignement.

Dans sa lettre, le président du groupe parlementaire communiste demande la réunion d'urgence de la Commission de l'Education Nationale de la Chambre, en présence des représentants syndicaux du personnel enseignant - ceci en se référant aux déclarations récentes du Président de la Chambre.

Bruxelles, le 18 septembre 1972

Le groupe parlementaire
communiste.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 4 septembre 1972

AUX MEMBRES DE L'AILE WALLONNE
DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

L'aile wallonne du Bureau politique se réunira le

VENDREDI 22 SEPTEMBRE 1972 A 14 H.30.
=====

A l'ordre du jour :

- 1) Préparation de la Conférence régionale : M. Leviaux.
- 2) Vietnam.

Fraternellement,

J. TERFVE.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 15 septembre 1972

AUX MEMBRES DE L'AILE WALLONNE DU B.P.

Cher Camarade,

Des circonstances indépendantes de notre
volonté nous obligent à reporter à nouveau la réunion
de l'aile wallonne.

Au lieu de vendredi 22/9 à 14 h.30, elle aura lieu

VENDREDI 29 SEPTEMBRE 1972 A 9 H.30.
=====

Bien fraternellement,

J. TERFVE.

- Même ordre du jour que précédemment.

Procès-verbal du B.P. du 22.9.1972

Présents : Coussement, Debrouwere, de Coninck, Dussart, Glineur, Leviaux, Renard, Van den Branden, Van Geyt.

Excusés : Blume, Drumaux, Turf.

- Préparation C.C. 23-24/9

- Projet de résolution : - texte à remettre aux membres C.C.
 - faire désigner une commission de rédaction (4 ou 5 membres et en tous cas Blume ou à son défaut Cl. Renard et F. Van den Branden).
- Schéma rapport Van Geyt : accord
- Ordre du jour : faire supprimer la communication de J. Debrouwere sur le Vietnam et annoncer deux autres communications :
 - sur un quotidien : Cl. Renard (à présenter : dimanche en fin de matinée)
 - sur des invitations au C.C. : L. Van Geyt (à présenter dimanche après-midi).

- Invitations au C.C.

Etant donné que des problèmes nouveaux se posent au C.C., notamment en raison du fait que des camarades non membres du C.C. ont été appelés depuis le dernier congrès à jouer un rôle important dans l'action du Parti (cf Jukmès et R. Noël), le B.P. estime nécessaire que le C.C. émette un avis sur le principe des "Invités au C.C.". Le B.P., quant à lui, est favorable à ce principe.
Demander au C.C. de désigner une commission composée d'un représentant de fédérations importantes et du camarade M. Leviaux de donner son avis.
La communication sera introduite au C.C. par le camarade L. Van Geyt.

- Communication au C.C. sur le projet de lancement d'un quotidien.

Après discussion, le texte que présentera Cl. Renard au C.C. est adopté - il implique un vote sur le mandat à donner au B.P. pour poursuivre ses investigations et sur une réunion du C.C. fin novembre pour une discussion de fond.

- Prochain B.P. plénier : 6/10

- Réunion des bureaux d'ailes : le 29/9

====
(convocation déjà envoyée pour l'aile wallonne).

October 1972

BP21_1972_02

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 2 octobre 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 6 OCTOBRE 1972 A 9 H.30.

=====

A l'ordre du jour :

- | | |
|------------------------------------------------|---------------|
| 1) Point de la situation politique : | M. Levaux |
| 2) Pacte scolaire : | L. Van Geyt |
| 3) Compte rendu bilatérale avec le
P.C.I. : | J. Debrouvere |

Fraternellement,

A. DE CONINCK.

Procès-verbal du Bureau politique du 6.10.72

Présents : Blume, Coussement, Levaux, Renard, Turf, Van den Branden, Van Geyt, Dussart.

Excusés : Debrouwere, De Coninck, Drumaux, Glineur.

- Lettre de Dejace sur la solidarité avec les pays socialistes : à ne pas publier dans bulletin intérieur du C.C.

- Examen de la situation politique

- Après les rapports de Levaux et Dussart :

- insister sur l'orientation fondamentale de la politique gouvernementale qui tend de plus en plus à régler les problèmes sur le dos des travailleurs et à mettre à la disposition du privé (trusts et holdings) les moyens dont dispose l'Etat. Par conséquent, insister sur le caractère de classe de la bataille politique à mener;

- dénoncer le danger de regroupement à droite; d'où l'importance de développer l'opposition des travailleurs;

- pour répondre au désarroi actuel, nécessité de clarifier quels sont les objectifs à poursuivre et dans quel but;

- à la réunion des militants d'entreprise (7/10) examiner concrètement les endroits où l'action peut être mise en route et dégager un appel au mouvement ouvrier (voir, si l'objectif d'une journée nationale d'action peut déjà être posé).

- L'appel qui sortira de cette réunion sera diffusé sous forme de tract.

- Discussion du projet de D.R. quotidien (le 13/10).

- convoquer B. Gordower et J. Moins pour la discussion de la partie financière;

- insister auprès de J. Terfve pour qu'il assiste à cette réunion;

- prévoir éventuellement un B.P. extraordinaire pour achever la discussion.

- Pacte culturel : fixer à un prochain B.P. la discussion sur les premières réalisations du pacte.

=====

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 9 octobre 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le
VENDREDI 13 OCTOBRE 1972 A 9 H.30.
=====

A l'ordre du jour :

- | | |
|-------------------------------------|---------------|
| 1) Pacte scolaire | L. VAN GEYT |
| 2) Propositions pour D.R. quotidien | U. COUSSEMENT |

Fraternellement,

A. DE CONINCK.

Communiqué

Le groupe parlementaire communiste, réuni le mardi 10 octobre,

Constate que le projet de loi annoncé par le gouvernement, pour appliquer l'article 107 quater de la Constitution, tend à réaliser une réforme régionale minimaliste très en-deça des exigences de la situation :

- conseils de députés tenant lieu d'assemblées régionales;
- absence d'exécutif et de ressources propres;
- pesante tutelle gouvernementale.

Le groupe rappelle que les députés M. Drumaux et L. Van Geyt ont déposé et fait prendre en considération, dès avant les vacances parlementaires, une proposition de loi portant organisation des régions wallonne, flamande et bruxelloise, et prévoyant :

- la création de trois assemblées régionales directement élues, dotées de larges compétences et de moyens adéquats pour pourvoir aux besoins économiques, sociaux et politiques de chaque région, et particulièrement dans le domaine de l'emploi;
- la désignation, par ces assemblées, d'exécutifs propres;
- la création de conseils économiques et sociaux régionaux;
- la délimitation définitive des régions après consultation des habitants des localités contestées.

Le groupe considère que cette proposition devrait être soumise à l'examen de la Commission compétente de la Chambre, en même temps que le projet gouvernemental, de manière à placer les représentants de chaque parti, tant de la majorité que de l'opposition, devant des options claires, susceptibles de frayer la voie à une véritable simplification et à une véritable démocratisation des structures de l'Etat, et à desserrer l'emprise sur les régions, d'un pouvoir toujours plus étroitement contrôlé par les monopoles capitalistes. *central*

Bruxelles, le 10 octobre 1972.

Procès-verbal du Bureau politique du 13.10.72

Présents : Blume, Coussement, Debrouwere, De Coninck, Dussart, Glineur, Levaux, Renard, Turf, Van den Branden, Van Geyt et J. Terfve.
(B. Gordower et J. Moins pour la discussion du projet de quotidien).

Excusé : Drumaux.

- Pacte scolaire

- Après le rapport introductif, la discussion sera entamée au prochain B.P. Pour préparer cette réunion, Van Geyt fera parvenir aux membres du B.P. certains documents de base et y joindra, si possible, une note de synthèse de son rapport.
- Prochain "Faits et Arguments" (n° de novembre) : le consacrer au pacte scolaire.

- Projet de quotidien.

- La discussion du rapport Coussement (qui reste un document interne au B.P. en attendant que ce dernier ait pris position) sera poursuivie le mercredi 18 octobre par l'aile wallonne sur le type de journal à envisager.
- Coussement fera à l'intention de l'ensemble des membres du B.P. une note réponse aux questions soulevées pendant la discussion.

Dès maintenant, le Secrétariat procédera à des consultations-tests sur des engagements fermes qui seraient contractés par les fédérations wallonnes et par Bruxelles.

A cet effet, il établira une "grille" des engagements minima à soumettre à l'engagement des fédérations.

Les consultations-tests se feront

- auprès de directions de fédérations importantes
- auprès de certaines sections de base (locales et d'entreprise)
- auprès de vendeurs militants.

Cette consultation devrait être terminée endéans les 3 semaines.

- Réception délégation PCUS

Le B.P. prend acte du report de la date d'arrivée de la délégation en Belgique. Le camarade Debrouwere confirmera aux camarades concernés les jours, heures, lieux de rencontre avec la délégation (accueil - entretien lors de l'arrivée - dîner d'adieu et dîner à l'Ambassade soviétique).

=====

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 17 octobre 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 20 OCTOBRE 1972 A 9 H.30.
=====

A l'ordre du jour :

- Pacte scolaire : Van Geyt
- Situation politique : Van Geyt
- Fête de la presse communiste : Turf.

Fraternellement,

A. DE CONINCK.

NOTRE ATTITUDE SUR LA REVISION DU PACTE SCOLAIRE.

Les partis gouvernementaux et le PLP mettent actuellement la dernière main à la rédaction du "protocole de revision du pacte scolaire" (voir texte non-définitif de ce protocole paru dans la "Libre" du 30.9.72 - dont ci-joint copie en supplément 1).

Il semble bien que le PSB exige, avant de conclure, des assurances supplémentaires de la part du PSC-CVP :

- quant au "caractère acquis" des clauses non-exécutées du pacte de 1958;
- quant au maintien des prérogatives du Parlement (par opposition aux Conseils culturels) en ce qui concerne la politique d'enseignement;
- quant à la concrétisation du pacte culturel.

(sans même parler du "respect des engagements pris" en ce qui concerne la minirégionalisation et les Fourons).

Mais une fois ces obstacles de fin de parcours surmontés, le protocole sera adressé aux partis non-traditionnels - c.à.d. la VU, le FDF-RW et nous - en vue de leur participation éventuelle à la négociation pour la revision du pacte.

Selon nos informations actuelles, une partie des "traditionnels" (surtout PSC-CVP, et peut-être PLP) envisagent de n'inviter à la table de négociation que ceux des autres partis qui souscriraient au protocole tel qu'il est (ou sera) rédigé.

D'autres (dont au moins certains des principaux dirigeants du PSB) sont partisans d'une formule plus souple, et se contenteraient de réclamer l'acceptation du "cadre de négociation" proposé - qui implique la non-remise en cause "a posteriori" du pacte de 1958 et l'exécution de l'ensemble de ses clauses.

Il est actuellement trop tôt pour savoir laquelle de ces deux thèses l'emportera. Mais, dans un cas comme dans l'autre, nous sommes amenés à prendre position sur l'offre de participation à la négociation qui nous sera faite, sur la base du protocole.

Cette position, je propose de la déterminer en fonction de l'orientation exprimée dans la "note sur le problème scolaire" que j'avais été amené à rédiger au début de cette année, à la suite d'une réunion de travail convoquée le 5 janvier à l'initiative du B.P. (en liaison avec les tractations "scolaires" entre PSC-CVP et PSB lors de la crise gouvernementale) - note dont ci-

joint copie en supplément 2.

A mon avis cette orientation implique :

- 1) que nous ne pourrions PAS souscrire au préambule du protocole tel qu'il est rédigé, dont le premier paragraphe constitue une application rétrospective et laudative du pacte de 1958, alors même que nous n'avons aucune raison - bien au contraire - pour remettre en cause notre attitude oppositionnelle de l'époque;
- 2) que cela ne nous empêche cependant pas de reconnaître la conclusion du pacte et l'exécution de la plupart de ses clauses - en particulier celles qui prévoyaient le paiement par l'Etat des rémunérations des enseignants et d'une part importante des frais de fonctionnement de l'enseignement moyen, normal et technique "libre" - comme une réalité irréversible; et dès lors, que nous sommes d'accord pour coopérer à la réalisation de ces clauses du pacte, qui ne sont toujours pas exécutées - c'est-à-dire précisément, pour l'essentiel, celles qui constituaient la contre-partie (à notre avis bien insuffisante) des avantages consentis à l'enseignement "libre". (voir l'annexe 1 du protocole);
- 3) que pour le surplus, nous sommes disposés à participer à la négociation en vue de l'élaboration d'un pacte scolaire nouveau, qui favorise la démocratisation véritable de l'enseignement, et qui apporte des réponses positives, s'inscrivant dans le sens de cet objectif primordial, aux différents problèmes énumérés dans l'annexe 2 du protocole - y compris ceux de l'égalisation des conditions sociales entre travailleurs, parents et élèves des différents réseaux, du financement des constructions scolaires des enseignements subventionnés et de la création d'écoles pluralistes; que nous croyons toutefois que la conclusion d'un tel pacte démocratique implique que la négociation soit élargie, dès que possible, par-delà les délégués des partis, aux représentants des enseignants, des étudiants, des parents d'élèves, des grandes forces sociales et démocratiques du pays (organisations syndicales et familiales, etc.).

Je propose donc que notre réponse aux auteurs du protocole s'inspire des idées qui précèdent et que parallèlement, nous appelions les enseignants, la jeunesse et les forces démocratiques tant laïques que chrétiennes, à former un large front "extra-parlementaire" en faveur de ces objectifs.

L. VAN GEYT.

MOYENNE DES 9 PREMIERS MOIS

	<u>R</u>			<u>D</u>		
1	50	54	5-7	937	847	relais
2	401	475	9	250	356	SS
3	60	49	10	22	27	OM
4	1.250	1.250	11	20	17	OM
	<hr/>	<hr/>	11'	33	37	JC
	1.761	1.828	12	124	117	Sol.
			13	150	137	FG
			14	20	2	Coupin
			15	20	6	Ingrain
			16	125	88	Prop.
				<hr/>	<hr/>	
				1.701	1.634	

Communiqué de presse.

Les intérêts des travailleurs belges et le "sommet" européen.

La réunion européenne au sommet qui commence le 19 octobre à Paris et qui réunira les représentants de neuf pays membres de la C.E.E., a lieu à un moment où dans tous les pays du Marché Commun des problèmes urgents sèment l'inquiétude parmi la population travailleuse sont à l'ordre du jour. L'inflation pèse lourdement sur le niveau de vie. Le problème de l'emploi devient de plus en plus aigu dans les pays de la "petite Europe". La bureaucratisation antidémocratique accélérée qui caractérise la technocratie européenne, crée des difficultés grandissantes pour les classes moyennes et les petites entreprises. Le droit de contrôle et de décision des organes nationaux élus est de plus en plus remis en cause. Mais la voie qui résulte de la soi-disant "construction de l'Europe", et les solutions que les instances de la C.E.E. suggèrent, ont pour objectif de servir les intérêts du capital monopoliste international.

Il n'est donc pas surprenant que dans tous les pays du Marché commun, les anciens comme les nouveaux, l'opposition populaire se développe. Le référendum qui avait lieu en avril en France, et qui devait couvrir la politique "européenne" du gouvernement français, fût une défaite pour le chef d'Etat de la France. La population norvégienne a rejeté avec une majorité importante l'adhésion au Marché Commun. Au Danemark, l'adhésion a provoqué une crise gouvernementale profonde. En Grande-Bretagne la résistance publique contre l'adhésion à la C.E.E. grandit. La grève massive des classes moyennes de Belgique contre la T.V.A. et les conséquences multiples de la politique gouvernementale "européenne" sont encore fraîches dans les mémoires, tout comme d'ailleurs la grande manifestation des paysans de mars 1971 à Bruxelles. La question se justifie : quelle attitude adoptera le gouvernement belge à Paris et après le retour de sa délégation? Une attitude qui sert l'indépendance nationale et le droit de décision des élus belges? Une attitude qui combat l'emprise des monopoles internationaux, en oeuvrant concrètement pour la démocratisation des instances européennes et pour le droit de contrôle des organisations représentatives de la population laborieuse? Une attitude qui défend les intérêts de la population travailleuse de Belgique, des ouvriers, indépendants et paysant? Une attitude favorable

.../.

à une politique ouverte de coopération pan-européenne, sans exclusive ni discrimination, à l'ouverture vis-à-vis des pays en voie de développement, et de rejet de toute politique néo-colonialiste? Ou une attitude qui lui est imposé par le capital monopoliste international?

Aujourd'hui comme demain, la réponse à cette question dépendra de la position que prendront à ce sujet les organisations représentatives de la classe ouvrière et de la population travailleuse de Belgique.

Le soutien des gouvernements européens à la dernière réunion du Fonds International Monétaire au dollar malade, les bruits disant qu'une "force nucléaire européenne" serait souhaitable, les tentatives d'accueillir l'Espagne en tant que membre à part entière à la C.E.E., tout cela donne des raisons d'inquiétude, de même que les attaques contre le niveau de vie des travailleurs.

C'est pourquoi il est urgent que le gouvernement belge fixe son attitude, dans un esprit antimonopoliste et démocratique, et que cette attitude soit le fruit de la pression concentrée des organisations démocratiques et ouvrières de Belgique. Le manque d'intérêt de la part de la majorité des élus socialistes et démocrates-chrétiens pour ce qui se passe au niveau de la C.E.E., et leur passivité devant le "fait accompli" font tort aux intérêts nationaux.

A la politique réactionnaire pour résoudre les difficultés du Marché commun sur le dos de la population laborieuse, l'emprise grandissante des monopoles internationaux et aux tentatives de faire de la "petite Europe" un bastion du néo-capitalisme, en Belgique comme dans tous les pays de la C.E.E., il faut opposer la riposte unie des forces ouvrières et démocratiques.

Bruxelles, le 18 octobre 1972.

Le Bureau Politique du Parti
Communiste de Belgique.

Communiqué

Une journée nationale d'action pour défendre l'emploi et les salaires.

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique constate que les travailleurs ont commencé à riposter aux plans de réduction de l'emploi et des revenus mis au point par le grand capital et le gouvernement.

Les récentes actions des travailleurs des ACEC (intersièges), des employés de Sarma et du personnel de l'hôpital universitaire de Gand soulignent à nouveau la nécessité d'un programme d'urgence liant étroitement la défense de l'emploi et celle des revenus. Si de telles actions se développent et convergent, il sera possible de faire échec aux prétentions des grands patrons de la Fédération des Industries Belges qui comptent sur le gouvernement pour contenir et diviser les forces ouvrières.

Le Bureau politique considère que la situation actuelle rend nécessaire la création d'un véritable front à partir des luttes en cours. Ceci implique l'organisation d'une journée nationale d'action ayant pour objectifs :

- La garantie du volume de l'emploi ;
- la préservation du pouvoir d'achat.

Le Bureau politique du PCB.

Bruxelles, le 20 octobre 1972.

Persmededeling

EEN NATIONALE STRIJDAG VOOR DE VERDEDIGING VAN
TEWERKSTELLING EN LONEN.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België stelt vast dat de werkers zich meer en meer verzetten tegen de plannen van grootkapitaal en regering ter vermindering van de tewerkstelling en de inkomsten.

De recente akties van de werkers van de vier zetels van ACEC, van de bedienden van Sarma en van het personeel van het Universitair Ziekenhuis te Gent, onderstrepen opnieuw de noodzaak van een speedprogramma, dat gericht is op de gelijktijdige verdediging van tewerkstelling en inkomsten. Om de pas af te snijden aan de aanvallen van de grote patroons van het V e r b o n d der Belgische Nijverheden, die op de regering rekenen om de arbeiderskrachten te bedwingen en te verdelen, is het nodig dergelijke akties te ontwikkelen en tot één geheel te bundelen.

Het Politiek Bureau is van oordeel dat in de huidige toestand een werkelijk front dient opgebouwd uitgaande van de akties die aan gang zijn. Zulks vereist de organisatie van een nationale strijddag ten einde

- het peil van de tewerkstelling te waarborgen
- en de koopkracht te vrijwaren.

Het Politiek Bureau
van de K.P.B.

Brussel, 20 oktober 1972.

Procès-verbal du Bureau politique du 20.10.72

Présents : Blume, Debrouwere, De Coninck, Dussart, Glineur, Renard, Turf,
Van den Branden, Van Geyt.

Excusés : Coussement , Drumaux, Leviaux.

Procès-verbal du B.P. du 13/10 et du Secrétariat du 16/10 sur le projet du
quotidien.

- Acter que J. Turf regrette que les réserves qui ont été exprimées par certains camarades et notamment par lui ne figurent pas dans ces procès-verbaux - tels quels, ils donnent l'impression d'avoir voulu "créer le fait accompli" alors qu'ils auraient du exprimer la prudence qui s'est manifestée pour la poursuite de la discussion.
 - Il demande que les "consultations" envisagées s'étendent aussi à certains camarades responsables de la maison de la presse à savoir Tytgat et Christiaens.
 - Le B.P. confirme qu'aucune décision définitive n'a encore été prise mais qu'il s'agit de poursuivre la discussion qui, après les consultations décidées, reviendra devant le B.P.
 - Pacte scolaire
 - accord sur orientation proposée par la note Van Geyt.
 - mener campagne pour expliquer notre position notamment à la Conférence des enseignants (Liège 19/11).
 - Si le P.C. participait à la négociation, s'entourer d'un "staff" de conseillers - notamment Dejace, A. Thonnart, Louise Gotovitch, A. Dans.
 - Fête de la presse communiste 1973
 - Puisque la salle de Wieze convient, s'incliner devant les possibilités de dates;
 - voir avec la fédération de la Dendre, si elle sera à même d'apporter l'aide requise pour la date du 1er septembre - sinon il faudra réserver la salle pour le 23/6.
 - Situation politique
 - notre mot d'ordre : globaliser la bataille emploi et défense du pouvoir d'achat;
 - prendre l'initiative de susciter l'idée de journée d'action nationale (voir communiqué dont le texte a été adopté par le BP);
 - dans la propagande et les explications, lier la bataille à la revendication "pouvoirs réels aux régions" et à la polémique avec les instructions CEE pour freiner le pouvoir d'achat;
 - alerter les fédérations pour que toutes agissent dans le même sens et pour qu'elles suscitent des actions à la base.
- Contacts avec les fédérations :
- Liège : par Dussart
 - Borinage : A. De Coninck (mercredi matin).
- Le secrétariat d'organisation suivra les mesures prises par les fédérations de manière à pouvoir présenter un bilan au BP de la semaine prochaine;
- prévoir l'édito du prochain D.R. sur ce problème.
- La communication sur la conférence consultative sur l'Europe ne donne pas lieu à une discussion.

=====

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 23 octobre 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 27 OCTOBRE 1972 A 9 H.30.
=====

A l'ordre du jour :

- | | |
|------------------------------------------------------|---------------|
| - Situation politique et bilan actions pour campagne | |
| emploi et politique revenus. | A. De Coninck |
| - Esquisse du budget 1973 : | U. Coussement |
| - Europe : | J. Debrouwere |

Fraternellement,

A. DE CONINCK.

Procès-verbal du Bureau politique du 27.10.1972.

Présents : Blume, De Coninck, Dussart, Levaux, Renard, Turf, Van den Branden, Van Geyt.

Excusés : Coussement, Debrouwere, Drumaux, Glineur.

- Contrôle plan travail pour la Journée nationale d'action.

- Réunir les SP de l'ensemble des fédérations le 7 novembre à 9 h.30 pour une information réciproque, pour fixer des objectifs concrets par fédération et pour essayer d'unifier au maximum l'orientation des actions (entretemps A. De Coninck verra les fédérations du Centre - Huy - Brabant Wallon).
- Faire un tract d'information pour les grandes entreprises (Levaux - Turf et Dussart fourniront à Renard pour le 30/10 les éléments concrets pour le contenu).
- Faire une affiche falamande (Turf et Renard).
- Dans la presse, riposter aux affirmations de Pullinckx (le pays vit au-dessus de ses moyens).
- Essayer de développer la pression sur les mandataires socialistes dans les régions en vue de la Conférence nationale sur l'Emploi.

- Prochaine fête de la presse : 1er septembre à Wieze.

- Commémoration Dimitrov (25/11)

- Organiser le contrôle de la préparation dans les fédérations et en discuter à la réunion SP du 7/11 et insister sur la priorité de cette manifestation sur toute autre.
- Organiser la préparation dans la presse.

- Visite Ceausescu et rencontre Parti : faire communiqué presse (Debrouwere)

=====

Communiqué

Le groupe parlementaire communiste, réuni ce 24 octobre sous la présidence de Louis VAN GEYT, souligne que le refus du Gouvernement de matérialiser la révision de la Constitution dans l'octroi de pouvoirs réels aux trois régions tout en en fixant les limites territoriales par la consultation démocratique des habitants des communes contestées coïncide avec la volonté des grandes sociétés financières et industrielles de mettre, sans aucune retenue, les rouages de l'Etat à leur service.

Cette incapacité du Gouvernement d'apporter une solution démocratique aux problèmes des communautés revient au premier plan au moment même où s'aggravent les rapports entre les grandes sociétés d'affaires et les travailleurs dans tous les domaines : inflation et vie chère, emploi, fiscalité, conventions sociales.

C'est pourquoi les communistes considèrent que l'issue positive de la crise communautaire exige l'octroi aux trois régions d'une assemblée directement élue, d'un exécutif responsable devant elles, des pouvoirs et des moyens indispensables à la satisfaction de leurs besoins spécifiques en matière d'emploi et d'infrastructures économiques et sociales, et d'un territoire délimité conformément à la volonté des habitants.

Bruxelles, le 24 octobre 1972.

Communiqué de presse.

Le Bureau Politique du Parti communiste de Belgique demande avec insistance que le gouvernement belge intervienne auprès du gouvernement américain pour que celui-ci cesse de retarder la signature de l'accord élaboré récemment entre les Etats-Unis d'une part et le gouvernement de la République démocratique du Vietnam et le Front national de Libération du Sud-Vietnam d'autre part, et pour qu'il mette, sans tarder, fin aux bombardements de terreur.

Il faut mettre fin à la souffrance des peuples d'Indochine! La paix est en vue! C'est pourquoi il est plus insensé que jamais de continuer à perdre du temps!

Le Bureau politique invite toutes les organisations du parti à insister dans ce sens auprès des mandataires locaux, du gouvernement, et de l'Ambassade américaine à Bruxelles.

Bruxelles, le 30 octobre 1972.

Le Bureau politique du Parti
communiste de Belgique

Persmededeling.

Het Politiek Bureau der Kommunistische Partij van België vraagt met nadruk van de Belgische regering dat deze bij de regering der Verenigde Staten zou aandringen om niet langer te treuzelen met de ondertekening van het akkoord dat zopas werd uitgewerkt tussen haar enerzijds, en de regering der Demokratische Republiek Vietnam en het Nationale Bevrijdingsfront van Zuid-Vietnam anderzijds, en om onverwijld een einde te maken aan de terreurbombardementen.

Aan het verdere lijden der volkeren van Indochina moet nu een einde worden gemaakt! De vrede is in het zicht! Verder treuzelen is daarom zinlozer dan ooit!

Het Politiek Bureau nodigt alle partijorganisaties en alle leden uit, in hogervermelde zin aan te dringen bij de plaatselijke mandatarissen, de regering en de Amerikaanse ambassade te Brussel.

Brussel, 30 oktober 1972.

Het Politiek Bureau der
Kommunistische Partij van
België.

Novembre 1972

BP21_1972_03

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 - BRUXELLES

Bruxelles, le 30 octobre 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 3 NOVEMBRE 1972 A 9 H.30.

A l'ordre du jour :

- | | |
|-----------------------------------------------------------|-------------|
| - Crise gouvernementale et impact des
lutton sociales. | |
| - Esquisse budget 1973 | Coussament |
| - Accords Vietnam | Debrouwere. |

Fraternellement,

A. DE CONINCK.

COMMUNIQUE

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique a examiné la situation politique à la veille de la rencontre "au sommet" du 9 novembre entre les chefs de file du gouvernement et les présidents des partis de la majorité.

La situation politique ne se caractérise pas exclusivement par les désaccords qui ont surgi au sein de la coalition à propos des limites des régions (Fourons, périphérie bruxelloise), des compétences des Conseils culturels et de la revision du pacte scolaire. Il est essentiel de bien voir que la haute finance et les milieux conservateurs, prenant appui sur les technocrates du Marché commun, multiplient actuellement les manoeuvres et les pressions. Leur but est d'obtenir du PSB et de l'aile démo-chrétienne du PSC-CVP :

- 1) qu'ils acceptent, sous prétexte de sortir de l'impasse communautaire, une ouverture de la majorité gouvernementale, soit vers le PLP-PVV, soit vers les éléments les plus "modérés" des partis communautaires - c'est-à-dire en tous cas vers la droite;
- 2) qu'ils se prêtent à une politique de barrage aux revendications syndicales en matière de sauvegarde du pouvoir d'achat (revision généralisée des salaires, sur la base du minimum interprofessionnel de 12.500 Fr. brut, et des pensions et allocations, sur la base du minimum de 7.500 Fr. brut) et de la défense de l'emploi (blocage des fermetures et licenciements sans reclassement, pension complète à 60 et 55 ans, réduction de la durée du travail, affectation contrôlée et régionalisée des mises de fonds publiques à la création d'emplois nouveaux).

Dans un nombre croissant d'entreprises et de secteurs, se développent les actions pour préserver l'emploi et améliorer les revenus. Cela étant, tout nouveau recul devant les pressions du grand capital et des milieux conservateurs ne pourrait que creuser la distance qui sépare le monde du travail de ceux qui, au sein du gouvernement et de sa majorité, se réclament de lui. Ce qui favoriserait les desseins de la réaction qui cherche à installer au pouvoir une coalition encore plus nettement orientée à droite.

C'est pourquoi, le Bureau politique du PCB considère, au moment où va s'ouvrir la nouvelle confrontation entre partenaires gouvernementaux, qu'il appartient aux travailleurs et à leurs organisations syndicales :

- d'intensifier, en les généralisant, les luttes pour imposer au grand patronat et au gouvernement, l'ouverture à bref délai (et notamment lors des débats de la Conférence nationale de l'Emploi, prévue pour le 27 novembre) de véritables négociations sur le programme revendicatif interprofessionnel du Front commun syndical, tant en matière d'emploi que de revenus;
- de renforcer leur pression en direction des militants et des mandataires du PSB ainsi que de l'aile démo-chrétienne du PSC-CVP, pour qu'ils refusent de souscrire aux mesures d'austérité réclamées par la FIB, par les groupes financiers et leurs technocrates.

De l'avis du Parti communiste, l'organisation d'une Journée nationale d'action est actuellement la forme de lutte la plus indiquée.

Bruxelles, le 7 novembre 1972.

Persmededeling.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België heeft de politieke toestand onderzocht aan de vooravond van de topontmoeting van 9 november tussen de regeringsleiders en de voorzitters van de meerderheidspartijen.

De politieke toestand kenmarkt zich niet alleen door de meningsverschillen die rezen in de schoot van de coalitie inzake de grenzen der gewesten (Voer, Brusselse omgeving), de bevoegdheden van de Kultuurraden en de herziening van het schoolpakt. Het is van essentieel belang in te zien dat het grootkapitaal en de behoudsgezinde middens, zich steunend op de technokraten van de Gemeenschappelijke Markt, voor het ogenblik de manoeuvres en de druk opvoeren. Hun doel is van de B.S.P. en van de kristen-demokratische vleugel van de C.V.P.-P.S.C. te verkrijgen :

1. dat zij , onder voorwendsel van uit de kommunautaire impasse te geraken, er in toestemmen, in de regering een opening te maken hetzij in de richting van de P.V.V.-P.L.P., hetzij in de richting van de meest'gematigden' in de kommunautaire partijen - t.t.z. in ieder geval naar rechts;
2. dat zij zich lenen tot een politiek van afremming der sindikale eisen voor de vrijwaring van de koopkracht (algehele herziening van de lonen op basis van het interprofessioneel minimum van 12.500 F bruto, en van de pensioenen en vergoedingen op basis van een minimum van 7.500 F bruto) en voor de verdediging van de tewerkstelling (blokkering van de sluitingen en afdankingen zonder herklassering, volledig pensioen op 60 en 55 jaar, vermindering van de werkduur, geregionaliseerde en gecontroleerde aanwending van de openbare investeringen voor het scheppen van nieuwe werkgelegenheden).

In een toenemend aantal bedrijven en sectoren ontwikkelen zich de akties voor het behoud van de werkgelegenheid en de verbetering der inkomens. In deze omstandigheden zou wijken voor de druk van het grootkapitaal en de behoudsgezinde middens slechts de kloof kunnen vergroten tussen de arbeiderswereld en diegenen die zich, in de schoot van de regering en de meerderheid, hierop beroepen. Wat in de kaart zou spelen van de reactie die ernaar streeft een coalitie aan de macht te brengen die nog duidelijker rechts georiënteerd zou zijn.

Op het ogenblik waarop een nieuwe konfrontatie tussen de regeringspartners zal plaatshebben, is het Politiek Bureau daarom van mening dat het de taak is van de werkers en hun vakbondsorganisaties om :

- door een veralgemening, de strijd te intensifiëren om aan het grootpatronaat en de regering de opening op korte termijn op te leggen (nl. tijdens de debatten van de Nationale Konferentie over de Tewerkstelling, voorzien voor 27 november) van werkelijke onderhandelingen over het interprofessioneel eisenprogramma van het Gemeenschappelijk Vakbondsfront, zowel op het vlak van de tewerkstelling als van de lonen ;

.../.

- hun druk te versterken in de richting van de B.S.P.-militanten en mandatarissen, alsook op de kristen-demokratische vleugel van de C.V.P.-P.S.C., opdat zij zouden weigeren de soberheidsmaatregelen te onderschrijven die geëist worden door het V.B.N., de financiële groepen en hun technokraten.

De organisatie van een nationale aktiedag is, volgens de Kommunistische Partij, voor het ogenblik de meest aangewezen vorm van strijd.

Brussel, 7 november 1972.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 6 novembre 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 10 NOVEMBRE 1972 A 9 H.30.
=====

A l'ordre du jour :

- | | |
|-----------------------------|----------------|
| - Situation politique : | L. VAN GEYT |
| - Position sur avortement : | U. COUSSEMENT. |

Fraternellement,

A. DE CONINCK.

Procès-verbal du Bureau Politique du 10.11.1972

Présents : Blume, Coussement, De Coninck, Dussart, Glineur, Levau, Renard, Van den Branden, Van Geyt.

Excusés : Debrouwere, Drumaux, Turf.

- Vote au Parlement sur le traité d'élargissement de la CEE

voter contre en justifiant notre conception d'une Europe non dominée par et dans l'intérêt des monopoles.

- Examen de la situation politique

- Importance pour le parti de pouvoir expliquer aux travailleurs socialistes et démo-chrétiens que la bataille pour la défense de l'emploi et des revenus implique la bataille contre les pressions de la droite qui, elle, veut soit forcer les socialistes à s'engager plus à fond dans la politique patronale soit les débarquer.

- Mesures à prendre :

1) essayer de développer les mouvements d'action avant le 27/11 (Conférence nationale pour l'emploi). Là où c'est possible, faire monter des revendications salariales.

Susciter pour le jour de la Conférence, des manifestations sous des formes diverses dans le maximum de lieux de travail avec prises de position en direction de Simonet.

- les membres du BP en discuteront d'urgence avec les S.P.

- A. De Coninck adressera aussi une directive.

2) préparer un memorandum : "Comment sortir de la crise" à l'intention des militants syndicaux et politiques. Van Geyt préparera avec J.P. Vankeerberghen les éléments de base pour le texte à rédiger par J. Blume et Van Geyt;

3) multiplier les informations sur les actions dans la presse - prévoir également un édit.

- Avortement et contraception

- faire un communiqué B.P. sur la position du parti : consacrer le droit de la femme à l'avortement;

- demander à la commission de préparer notre proposition de loi;

- prévoir un n° spécial des Cahiers Marxistes sur la condition de la femme et notamment le problème de l'avortement.

=====

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 14 novembre 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 17 NOVEMBRE 1972 A 9 H.30.

=====

A l'ordre du jour :

- Information sur l'état de santé de M. Drumaux.
- Poursuite examen situation politique : L. Van Geyt
- Structures du Parti.

Fraternellement,

A. DE CONINCK.

N.B. Prière instante aux camarades d'arriver à l'heure

pour que la réunion puisse se dérouler normalement.

Procès-verbal du B.P. du 16.11.1972

Présents : Blume, Coussement, Debrouwere, De Coninck, Dussart, Glineur, Leviaux, Renard, Turf, Van den Branden, Van Geyt et Terfve.

Complément à la note "Dispositions pour Marc" :

- Date enterrement : mardi 21 novembre

Réunion à 14 heures

Levée du corps à 15 h. (au siège central)

- Chapelle ardente dans la salle du B.P. au siège central - ouverte au public samedi, dimanche et lundi de 10 à 18 h.

Présences des membres du B.P.

samedi matin (jusque 13 h.)	:	J. BLUME
samedi après-midi (de 13 à 18 h.)	:	R. DUSSART
dimanche matin	:	M. LEVAUX
dimanche après-midi	:	G. GLINEUR
lundi matin	:	F. VAN DEN BRANDEN
lundi après-midi	:	L. VAN GEYT

- Service d'ordre : L. Van Geyt s'informerait de la contribution du service parlementaire.

- Secteur Cl. RENARD :

- contacts avec organisations belges :

informer le M.P.W. : demander à J. Terfve

le F.I. : demander à Louitje

la représentation F.I. par Hoste

- Informations presse : communiquer tous les télégrammes de condoléances à la presse (centralisés chez Debrouwere).

- Ouverture de registres de signatures dans les fédérations importantes : demander aux fédérations de communiquer l'information dans la presse régionale.

- Relations internationales :

Jan Debrouwere reprendra contact avec les médecins soviétiques.

=====

Dispositions pour Marc

- Responsable de l'ensemble des mesures : U. Coussement aidé par M. Guisse et A. Laurent (pour l'international).
 - Date : L. Van Geyt s'informerait des délais légaux (minimum et maximum) et s'il y a des possibilités le dimanche.
 - Lieu de la levée du corps :
 - Maison communale d'Uccle ? - voir par L. Van Geyt
 - Clinique ? - voir par R. Holender
 - lieu fourni par les Pompes funèbres - voir par M. Guisse
 - Faire préparer au siège central une chapelle ardente - 24 h. ou 48 h. avant la levée du corps (M. Guisse). *→ Draps noirs + fleurs - 1 d. petits bouquets*
Chapelle : draperies - photo - registre. *avant l'entrée & sortie*
 - Levée du corps : (si possible à 15 heures) - *corbillard 14 heures*
 - Une heure avant : garde d'honneur :
 - une relève toutes les 10 minutes par 6 personnes dans l'ordre suivant :
 - Les jeunes (2 J.C. - 2 E.C. et 2 Pionniers)
 - 3 camarades de la Fédération de Tournai et 3 du Borinage
 - voir éventuellement UDP Borinage
 - Les membres du B.P., non membres du Secrétariat
 - Les partis frères
 - Les membres du Secrétariat + les 2 vice-présidents.
- Responsable : U. Coussement et M. Guisse.
- Discours :-prévoir la diffusion (M. Guisse)
 - annonce par Coussement
 - Ordre : - représentant PCUS : 5 minutes
 - représentant PCF : 5 minutes
 - s'informer si UDP et syndicats borains veulent prendre la parole
 - J. Turf : 3 minutes
 - J. Terfve : 7 à 10 minutes
 - Internationale par une Harmonie (M. Guisse) *en marche funèbre*
- Ordre du cortège *(fait qu'on sent de mètres ...)* -
- Les cordons du poêle sont tenus par les membres du Secrétariat et les 2 vice-présidents.
 - Ordre :-Les porteurs de fleurs derrière le corbillard (mobiliser les 3 organisations de jeunes)
 - La famille
 - Les membres du B.P.
 - Les délégations des partis frères
 - Les membres du Comité Central

- Les drapeaux
- L'Harmonie
- Les participants.
- Service d'ordre : Louitje et supervision par R. Baligand. *p. cordège*
- Transports : responsable M. Guisse
 - pour délégations étrangères (voitures par P.F.) + BP ? *15-20* *Famille en 8 voitures*
 - pour les participants : autocars par la STIB. *7 ou 8*
- Réception délégations étrangères
 - Responsable : J. Debrouwere aidé par A. Laurent et L. Van Borm et des membres du C.C. de Bruxelles.
 - Information aux P.C. (liste à établir par J. Debrouwere - ne pas oublier R.P. Chine).
 - Invitation pour présence :
 - à tous les P.C. d'Europe et aux 2 délégations du Vietnam à Paris;
 - demander jour et heure d'arrivée et nom du ou des représentants;
 - prévoir si possible à l'hôtel où descendront les étrangers un bureau d'accueil.
 - Les délégations présentes en Belgique :
 - seront invitées à signer le registre dans la chapelle au siège central
 - seront amenées à la mortuaire par la garde d'honneur.
 - *invités au repas fraternel*
 - Information en Belgique : responsable Cl. Renard.
 - Les fédérations du Parti :
 - les informer par téléphone de l'issue imminente et demander de songer dès maintenant aux délégations présentes à Bruxelles
 - demander drapeaux en berne sur les locaux
 - demander les drapeaux des sections pour les funérailles.
 - *voir aussi de grands fédérateurs*
 - Presse :
 - communiqué avec note briographique - pour presse belge dans les 2 langues - pour agences internationales de presse et pour Radio - T.V.
 - publication d'un faire part du C.C. dans certains journaux (liste à établir par Renard) : "Le Soir" - "Le Peuple" - "La Wallonie" - "Nord Eclair" - "La Cité" - "De Standaard" - "Volksgazet" - "Combat";
 - prévoir, si la famille le demande, le faire part particulier de la famille.
 - Information par télégramme :
 - Présidents des partis politiques et PSB du Borinage
 - Président de la Chambre
 - Dirigeants syndicaux :
 - Direction FGTB et CSC
 - FGTB, CGSP et CSC Borinage.

Drapeaux
Perst
29
33 - Coteaux

Phob
fa

20

0.25 x 0.35

Funérailles de Marc

- Chapelle ardente au siège central

- arrivée de la dépouille à 8 h.15 : présence : M. Guisse
J. Blume

- ouverte au public samedi)
dimanche) de 10 à 18 heures
lundi)

- Présences samedi de 9 h.30 à 13 h. : B.P. : J. Blume
C.C. : Susa Nudelhole
Henri Laurent

service d'ordre : Louitje
: Dumont
: Jo Denis

service accueil et téléphone : A. Laurent
: J. Ballewyns

Samedi de 13 h. à 18 h. : B.P. : R. Dussart
C.C. : A. Duchâteau
A. Tylgat

Service d'ordre et accueil) : même équipe que samedi
et téléphone) : matin

- Garde de nuit : Jean-Paul Losenberg

Dimanche de 9 h.30 à 13 h. : B.P. : M. Levau
: C.C. : R. Gillis
Van Borm

Service d'ordre : ~~Van Borm~~
: Broos Roger
: Van Loo
: Losenberg Jean-Paul

Service accueil et téléphone : Jacqueline Ballewijns
: Berthe Baligand
: Marjan Wagemas

Dimanche de 13 h. à 18 h. : B.P. : G. Glineur
: C.C. : J. Moins
Van Borm

Service d'ordre et accueil : même équipe que dimanche
matin.

- Pour tout imprévu, téléphoner à R. Holender
tél. 44.69.76 ou à défaut 44.31.15 - 58.41.90

- Garde de nuit : Jean-Paul Losenberg.

Lundi de 9 h.30 à 13 h.

: B.P. : F. Van den Branden
: C.C. : Baligand
: H. Laurent

Service d'ordre, accueil
et téléphone

: les camarades permanents de
: l'appareil central.

Lundi de 13 h. à 18 h.

: B.P. : L. Van Geyt
: C.C. : A. Duchâteau
: L. Van Borm

Service d'ordre, accueil
et téléphone

: idem que le matin

- Garde de nuit : ... *J.P. Rosenberg*

Mardi :- de 9h. 30 à 12 h.

la chapelle ardente n'est ouverte que pour les délégations
étrangères et les personnalités du monde officiel belge.

Présence : B.P. : J. Blume

: C.C. : *J. Nagels*
A. Duchâteau

.....

- 12 heures : fermeture définitive des portes

: Installation par l'entrepreneur Martin de la portière
de rue

- le matériel de diffusion

- 13 h.30 : Présence - de tous les membres du B.P.

- de la famille

- de ceux prévus pour les gardes d'honneur

Entrée par le n° 29

La famille : s'installe dans la chapelle ardente

: l'appartement de Simone est à leur disposition
(repos ou boissons)

Le B.P. : s'installe dans le Bureau de Coussement en
attendant le tour de garde et pour recevoir
les délégations étrangères

: les invités aux gardes d'honneur s'installent
dans le bureau de Berthe Baligand

L'organisation des gardes d'honneur se fait sous la responsabilité
de M. Guisse - adjointes : J. Ballewyns

M. Wagemans

- Chaque "garde" composée de 6 personnes sauf celles des délégations étrangères composées de 8 personnes chacune, fonctionne pendant 5 minutes et est prête cinq minutes avant son tour.

La dernière garde, celle du Secrétariat et des Vice-présidents sera plus longue - elle restera auprès du cercueil jusqu'à la sortie c.à.d. mise sur le corbillard.

- 13 h.55 : Installation de la 1ère garde d'honneur dans la chapelle

- 14 h. : ouverture des portes au public : entrée par le n° 31
seulement.

- Déroulement des gardes

- 1) de 14 h. à 14 h.05 : Les Jeunes : 2 J.C. : Liliane Brabans
Marc Somville

2 E.C. : *Walter Bourmaet*
Nadwé Szyffer

2 Pionniers :

- 2) de 14 h.05 à 14 h.10

Les camarades permanents au siège central :

Berthe Baligand - Simone - Marjan - Louitje - Roger Broos
et F. De Mol.

- 3) de 14 h.10 à 14 h.15

Les camarades des Fédérations de Tournai et du Borinage :

Tournai	: Ponenfant
	: Bonnet
	: Simone de Carpentrie
Borinage	: R. Noël
	: A. Liénard
	: Marcel Godon

- 4) de 14 h.15 à 14 h.20 : les camarades parlementaires ou anciens parlementaires :

M. Couteau
: A. Delrue
: T. Dejace
: R. Dispy
: L. Timmermans
: A. Mathieu

- 5) de 14 h.20 à 14 h.25 : les membres du B.P. non membres du Secrétariat :

J. BLUME
J. DEBROUWERE
R. DUSSART
G. GLINEUR
M. LEVAUX
F. VAN DEN BRANDEN

6) de 14 h.25 à 14 h.30 : 1ère délégation des partis frères :

Bulgarie - Hongrie - Pologne - Roumanie -

Tchécoslovaquie - Yougoslavie - Luxembourg - Grande-Bretagne

Autriche

7) de 14 h.30 à 14 h.35 : 2ème délégation des partis frères

U.R.S.S.

R.D.A.

~~Les deux Vietnam~~

L France - ~~Italie~~ - ~~Espagne~~ - R.F.A.

8) de 14 h.35 à la levée du corps :

Les membres du Secrétariat national + les 2 vice-présidents

Terfve - Turf - Coussement - De Coninck - Renard - Van Geyt.

de 14 h. 45 à 15 h. : Sortie - des fleurs

- du cercueil

- la dernière garde d'honneur et la famille

15 heures : - annonce de ceux qui prendront la parole

en français par Coussement

en flamand par A. De Coninck

- Responsable de la préparation des orateurs : M. Guisse

de 15 h. à 15 h.30 : discours dans l'ordre suivant :

- URSS : au nom des délégations des pays socialistes : 5 minutes

(Demander que l'orateur ne prononce dans sa langue que la 1ère et la dernière phrase - le reste par le traducteur)

- France : au nom des délégués des pays capitalistes : 5 minutes.

- Père Lefèvre : au nom U.D.P. Borinage : 5'

- J. Turf : en flamande : 5'

- J. Terfve : en français : 7 à 10'

15 h.30 : L'Internationale par l'Harmonie

15 h.35 : Mise en route du cortège.

ORDRE DU CORTEGE

Responsables Raoul BALIGAND aidé par Louitje

Responsable porteurs de fleurs : Ninette De Becker aidée de Nadine Szyffer

Responsables du service d'accueil des personnalités du groupe n° 5 ci-après ainsi que les contacts avec la presse et notre photographe :

Jacques MOINS
Augustin DUCHATEAU
Jean DUBOSCH

Jacky Nagels
René Laurent

1. Les Drapeaux

2. Les fleurs - par porteurs (des jeunes)

- sur une plate-forme à fournir par l'entreprise Michel.

3. Le corbillard entouré des membres du Secrétariat plus les deux Vice-Présidents -Terfve, Turf, Coussement, De Coninck, Renard et Van Geyt.

4. La famille

5. Les membres du Bureau Politique

- les parlementaires de tous les partis y compris le P.C.

- les personnalités officielles

- les délégués : J.C. - P. Van den Abeel
J. Fuchs

E.C. - Ph. Lauwers

Pionniers - Coustry

- les délégués des organisations progressistes :

R.F.P.

U.D.P.

M.P.W.

M.D.P.

Résistance

U.B.D.P.

etc....

6. Les délégations des Partis frères

Responsable : Antoine LAURENT

7. Les membres du Comité Central

8. L'Harmonie (marches funèbres)

9. Les participants.

Le cortège part du siège central, défile avenue de Stalingrad et se rend jusqu'au parking de l'avenue Fonsny.

Dislocation du cortège : avenue Fonsny pour se rendre en voitures au Cimetière d'Uccle. Il est situé 122 avenue de la Chênaie (près de l'avenue Dolez).

L'harmonie prend congé à la dislocation du cortège.

Transfert vers le cimetière (responsables globaux :
Baligand et Louitje *Ballewys*)

- Les voitures à la disposition de la famille
des membres du B.P.
des délégations étrangères autres
que celles des pays socialistes
seront garées dans le parking de l'avenue Fonsny le long du
chemin de fer (autorisation accordée par St. Gilles).
(responsables : Baligand et Louitje).
- Les voitures des Ambassades des pays socialistes qui transporteront les délégués de leurs pays, sont invitées à garer leurs voitures également à cet endroit.
(responsable : Antoine Laurent)
- Les autobus de la S.T.I.B. mis à la disposition des participants s'y trouveront également.
- Les autocars et voitures qui arriveront des fédérations sont également invités à se garer à cet endroit.

Cérémonie au cimetière

Lorsqu'elle est terminée, chacun regagne son moyen de locomotion.

Rencontre entre les délégués des Partis frères et les membres du B.P.

- à partir de 18 H. au Restaurant Marie-Joseph, Quai au Bois à Brûler, 47, Bruxelles.
- Repas à 19 H.

Responsable Antoine LAURENT.

Funérailles du Camarade Marc DRUMAUX

I. Chapelle ardente

La chapelle ardente où le corps sera déposé sera établie au siège du Comité Central, avenue de Stalingrad, 29, Bruxelles.

Elle sera accessible au public samedi, dimanche et lundi entre 10 H. et 18 H.

Un registre y sera déposé.

La chapelle ardente sera encore accessible le mardi matin de 10 H. à 12 H. aux seuls délégués des partis frères et personnalités du monde politique qui, pour des raisons d'empêchement, n'auraient pu se présenter les jours précédents.

Pendant ces journées, des membres du Bureau Politique, aidés de deux membres bruxellois du comité central, et de militants de la fédération bruxelloise et du siège central assureront l'accueil.

Le service téléphonique sera assuré au siège central, chaque jour.

Une garde de nuit sera assurée également.

La chapelle ardente sera définitivement close mardi à 12 H.

II. Garde d'honneur

La chapelle ardente sera à nouveau ouverte au public le mardi de 14 H. à 14 H. 45. La famille prendra place dans la chapelle ardente.

Des gardes d'honneur entoureront le corps.

Elles fonctionneront de la manière suivante, selon un roulement toutes les cinq minutes :

1. Pionniers, J.C., E.C.
2. Collaborateurs permanents du siège central
3. Représentants des fédérations de Tournai et du Borinage
4. Délégation de nos parlementaires et anciens parlementaires
5. Délégation du Bureau Politique
6. Représentants de partis frères
7. Représentants de partis frères
8. Vice-Présidents du Parti et Secrétaires nationaux

III. Levée du corps

A 15 H. précises le corps sera déposé devant l'entrée du siège central. Les discours seront prononcés de 15 H. à 15 H. 30 et dureront 5 minutes chacun, sauf le dernier.

En toute éventualité, prendront la parole :

1. un représentant du P.C.U.S. pour les Partis frères des pays socialistes,
2. un représentant du P.C.F. pour les Partis frères des pays capitalistes,
3. un représentant (non-communiste) de l'Union Démocratique et Progressiste (U.D.P.) de Mons,
4. le Camarade Jef Turf
5. le Camarade Jean Terfve

Après le dernier discours, une harmonie exécutera l'Internationale.

IV. Le cortège

Le cortège partira du siège central remontera l'avenue de Stalingrad, traversera le boulevard du Midi et se disloquera avenue Fonsny, où des autocars prendront les participants vers le cimetière d'Uccle.

L'ordre du cortège est le suivant :

1. tous les drapeaux
2. ~~les~~ ^{Harmonie} porteurs de fleurs (JC - EC - Pionniers) et le corbillard de fleurs
3. le corps, entouré de la dernière garde d'honneur
4. la famille
5. le Bureau politique; les parlementaires communistes et d'autres partis; les représentants des délégations officielles des partis, organisations, groupements divers (en ce y compris Mouvement Défense Paysanne, U.B.D.P., Rassemblement des Femmes, J.C., E.C., Pionniers); diverses personnalités de marque
6. les partis frères
7. le Comité central
8. ~~l'harmonie~~
9. les participants.

Nous prions tous les camarades de se conformer à l'ordonnance du cortège et aux instructions du service d'ordre.

V. Mise en terre

Elle se fera au cimetière d'Uccle, 125 avenue de la Chênaie, près de l'avenue Dolhez. Aucune cérémonie particulière n'est prévue à cet endroit sinon le dernier défilé devant le corps.

Parkings : la police de Bruxelles dégagera les abords de l'avenue de Stalingrad et le parking de la place Rouppe. Le parking de l'avenue Fonsny -gare du Midi- lieu de dislocation, sera également dégagé, pour les voitures officielles et les autocars

Begrafenisplechtigheid van Kameraad Marc DRUMAUX

I. Rouwkapel

De rouwkapel waar het lijk zal opgebaard worden, zal ingericht worden in de zetel van het Centraal Komitee, Stalingradlaan, 29 te Brussel. Het publiek zal hiertoe toegang hebben op zaterdag, zondag en maandag tussen 10 u. en 18 u.

Er zal een register ter beschikking liggen.

De rouwkapel zal dinsdagvoormiddag van 10 u. tot 12 u. ook nog toegankelijk zijn, maar zulks enkel en alleen voor de afgevaardigden van de zusterpartijen en van de politiek wereld die, omdat zij belet waren, zich de vorige dagen niet hebben kunnen aanbieden.

Gedurende deze dagen zullen de leden van het Politiek Bureau, bijgestaan door twee Brusselse leden van het Centraal Komitee, en door militanten van de Brusselse federatie en van de nationale zetel de ontvangst verzekeren. De telefoondienst zal iedere dag op de nationale zetel verzekerd zijn. Een nachtwacht zal eveneens verzekerd zijn.

De rouwkapel zal ~~dinsdag~~ te 12 u. definitief gesloten worden.

II. Erewacht

De rouwkapel zal voor het publiek opnieuw toegankelijk zijn dinsdag van 14 u. tot 14 u.45. De familie zal plaats nemen in de rouwkapel.

Erewachten zullen de lijk-kist omringen.

Deze erewachten zullen, volgens een toerbeurt alle vijf minuten, op volgende wijze functioneren :

1. Pioniers, K.J., K.S.
2. Medewerkers-bestendigen van de nationale zetel
3. Vertegenwoordigers van de Federaties Doornik en Borinage
4. Afvaardiging van onze parlementairen en oud-parlementairen
5. Afvaardiging van het Politiek Bureau
6. Vertegenwoordigers van de zusterpartijen
7. Vertegenwoordigers van de zusterpartijen
8. Ondervoorzitters van de Partij en Nationaal Sekretarissen.

III. Vertrek van 't sterfhuis

Te 15 u. stipt zal de lijk-kist voor de ingang van de nationale zetel neergezet worden. Van 15 u. tot 15 u.30 zullen de redevoeringen uitgesproken worden en elke toespraak zal 5 minuten duren, behalve de laatste.

.../...

In alle gebeurlijkheid, zal het woord gevoerd worden door :

1. een vertegenwoordiger van de K.P.S.U. voor de zusterpartijen der socialistische landen.
2. een vertegenwoordiger de F.K.P. voor de zusterpartijen der kapitalistische landen.
3. een vertegenwoordiger (niet kommunist) van de U.D.P. (Demokratische en Progressistische Unie) van Bergen.
4. Kameraad Jef TURF
5. Kameraad Jean TERFVE.

Na de laatste toespraak, zal de Harmonie de Internationale uitvoeren.

IV. De begrafenisstoet

De begrafenisstoet zal van de nationale zetel vertrekken en zich langs de Stalingradlaan, na de Zuidlaan te hebben overgestoken, naar de Fonsnylaan begeven, waar de begrafenisstoet zal uiteengaan en waar er autocars zullen ter beschikking staan om de deelnemers naar het kerkhof van Ukkel te vervoeren.

De orde van de begrafenisstoet is als volgt :

1. Al de vaandels
2. de bloemendragers (KJ - KS - Pioniers) en de lijkwagen met bloemen.
3. de lijkwagen met lijkist, omringd door de laatste erewacht.
4. De familie
5. Het Politiek Bureau; de kommunistische parlementairen en deze van andere partijen; de vertegenwoordigers van de officiële delegaties der partijen, organisaties, en diverse groeperingen (met inbegrip van de Beweging voor Boerenverdediging, B.U.V.V., de Vrouwenvereniging, K.J., K.S., Pioniers); verschillende hoogstaande personaliteiten
6. de zusterpartijen
7. het Centraal Komitee
8. de Harmonie
9. de deelnemers

Wij verzoeken al de kameraden de ordening van de begrafenisstoet en de onderrichtingen van de ordedienst te eerbiedigen.

- V. De teraardebestelling zal gebeuren op het kerkhof van Ukkel, 125 Eikenboslaan, nabij de Dolhez-laan. Op deze plaats is er geen enkele bijzondere plechtigheid voorzien, buiten de laatste groet van de deelnemers.

Parkings : de politie van Brussel zal de omtrek van de Stalingradlaan en de parking van het Rouppe-plein vrij maken. De Parking van de Fonsnylaan - Zuidstation - plaats van ontbinding van de begrafenisstoet, zal eveneens vrijgemaakt worden voor de officiële auto's en de autocars.

Biografische nota.

Marc DRUMAUX werd geboren te Ath op 10 mei 1922 als zoon van een socialistisch arbeidersgezin; zijn vader was een sindikaal militant bij het Spoor.

Na het atheneum doorlopen te hebben, zal hij zoals zijn vader, in dienst treden bij de Spoorwegen.

Daar komt hij in kontakt met weerstandsorganisaties en met de Kommunistische Partij, die deze bezielde.

In 1942 wordt hij lid van de Kommunistische Partij en wordt, samen met andere militanten, belast met het organiseren van de Geunifieerde Socialistische Jonge Wachten, om hen mede in de strijd tegen de bezetter te betrekken : opstellen en verdelen van klandestiene bladen, kalkakties, sabotage van het Duitse economische apparaat, werving van leden voor de gewapende Partizanen, enz.

Aan het einde van de oorlog, vinden wij hem terug in de nationale leiding van de "Volksjeugd" en daarna wordt hij redakteur op de "Drapeau Rouge". Hij neemt verschillende taken waar in de kommunistische federatie van Tournai, waar hij lid is van het Federaal Komitee en van het Sekretariaat.

In 1957 wordt hij verkozen als lid van het Centraal Komitee der Partij, die hem een bestendige taak opdraagt van organisatie en verbinding met zekere federaties. Verkozen als gemeenteraadslid te Calonne in 1958, wordt hij schepen van deze stad. Op het Kongres te Luik in 1960 verkiest het Centraal Komitee hem als lid van het Politiek Bureau. In 1961 wordt hij verkozen als volksvertegenwoordiger van de Borinage. Herverkozen in 1965, is hij voorzitter van de kommunistische parlementsgroep en, in 1966 bij de dood van René Beelen, draagt het Centraal Komitee hem het ondervoorzitterschap op van de Partij en het voorzitterschap van de Waalse vleugel van het Centraal Komitee.

In juni 1968 draagt het Politiek Bureau hem op ad interim het voorzitterschap van de Partij waar te nemen wegens ziekte van de be-
treurde Ernest Burnelle, die deze echter niet meer te boven kwam. Het Kongres van december 1968 bevestigde hem in de funktie van voorzitter, die hem toevertrouwd was geworden door het Centraal Komitee in oktober. In de Borinage, waar zijn parlementair mandaat verlengd werd in 1968 en 1971, speelde hij een belangrijke rol aan de zijde van René Noël, en droeg hij bij tot de oprichting en de versterking van de "U.D.P." (de Demokratische en Progressistische Unie).

Notice biographique.

Marc DRUMAUX est né à Ath le 10 mai 1922 dans une famille ouvrière socialiste; son père était un militant syndical cheminot.

Après avoir terminé les humanités, il va s'embaucher en 1941, comme son père, aux chemins de fer.

C'est là qu'il entre en contact avec des organisations de résistance et avec le Parti communiste qui les animait.

En 1942, il devient membre du Parti communiste et est chargé avec d'autres militants d'organiser les Jeunes Gardes Socialistes Unifiés, de les entraîner à la lutte contre l'occupant: confection et distribution de journaux clandestins, chaulages, sabotage de l'appareil économique allemand, recrutement pour les Partisans armés, etc.

A la fin de la guerre, nous le retrouvons à la direction nationale des Jeunes Gardes Populaires, et ensuite, il devient rédacteur au "Drapeau Rouge". Il assume diverses tâches dans la Fédération communiste de Tournai, où il est membre du Comité fédéral et du Secrétariat.

En 1957 il est élu au Comité central du Parti qui le charge d'assurer une tâche permanente d'organisation et de liaison avec certaines fédérations. Elu conseiller communal à Calonne en 1958, il fut échevin de cette localité. C'est au Congrès de Liège en 1960 que le Comité Central l'élit au Bureau Politique. En 1961, il devient député du Borinage. Réélu en 1965, il présida le groupe parlementaire communiste, et, en 1966, à la mort de René Beelen, le Comité central l'appella à la vice-présidence du Parti et à la présidence de l'aile wallonne du Comité central.

Au mois de juin 1968, le Bureau politique le chargea d'assurer ad interim la présidence du Parti pendant la maladie du regretté Ernest Burnelle, maladie dont ce dernier ne se releva pas.

Le congrès de décembre 1968 le confirma dans la fonction de président, qui lui avait été confiée en octobre par le Comité central.

Au Borinage, son mandat parlementaire ayant été renouvelé en 1968 et en 1971, il joua un rôle important aux côtés de René Noël pour contribuer à la création et à l'affermissement de l'Union Démocratique et Progressiste.

=====

COMMUNIQUE

Le Comité central du Parti communiste de Belgique a le profond regret d'annoncer la mort du camarade Marc Drumaux, président du Parti communiste et député de Mons-Borinage.

Marc Drumaux avait eu 50 ans en mai. Il a succombé le 15 novembre à 16 heures dans une clinique d'Uccle où il était hospitalisé à la suite d'une nouvelle altération alarmante de son état de santé. En effet, à la thrombose qui l'avait frappé en août et dont les séquelles avaient pu être presque complètement éliminées, succédèrent durant la dernière période d'autres maladies graves et imprévisibles. Son organisme déjà affaibli n'y a pas résisté. Il s'est éteint au milieu de l'affection des siens auxquels les membres du Bureau politique ont immédiatement exprimé les condoléances émues de l'ensemble du parti.

Le Comité central du PCB s'incline avec respect devant la mémoire de Marc Drumaux, dont l'attachement indéfectible à notre classe ouvrière et la brillante intelligence faisaient honneur au parti qu'il présidait depuis la disparition, en 1968, de cette autre personnalité remarquable que fut Ernest Burnelle. Le respect et l'affection qui l'entouraient bien au-delà des rangs du Parti communiste ne manqueront pas de se manifester à ses funérailles dont la date sera communiquée incessamment.

Le Bureau politique du PCB.

Bruxelles, le 15 novembre 1972.

Persmededeling.

Het is met innige droefheid dat het Centraal Komitee der Kommunistische Partij van België U het overlijden meldt van kameraad Marc Drumaux, voorzitter van de Kommunistische Partij en volksvertegenwoordiger van Mons-Borinage.

Marc Drumaux werd 50 jaar in mei jl. Hij overleed op 15 november te 16 H in een kliniek te Ukkel, waar hij verpleegd werd naar aanleiding van een nieuwe, onrustwekkende verergering van zijn gezondheidstoestand. Op de trombose die hem trof in augustus, en waarvan de gevolgen bijna volledig overwonnen konden worden, volgden tijdens de laatste periode andere onvoorziene en zware ziekten. Zijn reeds verzwakt weerstandsvermogen heeft hieraan niet kunnen weerstaan. Hij overleed temidden van de genegenheid der familieleden, waaraan de leden van het Politiek Bureau onmiddellijk de innige deelneming van de ganse partij hebben aangeboden.

Het Centraal Komitee der Kommunistische Partij van België buigt zich vol eerbied voor de nagedachtenis van Marc Drumaux, waarvan de onwankelbare gehechtheid aan onze arbeidersklasse en de briljante intelligentie eer deden aan de partij die hij voorzat sinds het verdwijnen, in 1968, van deze andere opmerkelijke persoon die Ernest Burnelle was. De eerbied en de genegenheid die hem ver buiten de rangen van de Kommunistische Partij betuigd werden, zullen zich ook uiten tijdens de begrafenisplechtigheden, waarvan de datum U eerlang zal medegedeeld worden.

Het Politiek Bureau der
Kommunistische Partij
van België

Brussel, 15 november 1972.

Persmededeling.

De begrafenisplechtigheid van Marc DRUMAUX, Voorzitter van de Kommunistische Partij van België, zal plaatsgrijpen op dinsdag, 21 november op het kerkhof van Ukkel. Bijeenkomst te 14 uur aan het sterfhuis, Stalingradlaan 29 te Brussel. Het vertrek van het sterfhuis heeft plaats te 15 uur. Een rouwkapel zal voor het publiek geopend zijn op zaterdag, zondag en maandag van 10 tot 18 H. op hetzelfde adres. Een register kan er getekend worden vanaf donderdag morgen.

Het Nationaal Sekretariaat van
de Kommunistische Partij van
België .

16 november 1972.

Communiqué

Les funérailles de Marc DRUMAUX, président du Parti communiste de Belgique, se dérouleront le mardi 21 novembre au cimetière d'Uccle. La réunion aura lieu à 14 heures à la mortuaire, établie au siège central du PCB, 29, Avenue de Stalingrad à Bruxelles. La levée du corps aura lieu à 15 heures. Une chapelle ardente sera ouverte au public samedi, dimanche et lundi de 10 h. à 18 h. au même endroit. Un registre peut y être signé depuis jeudi matin.

Le Secrétariat national du PCB.

Le 16 novembre 1972.

Séance d'hommage à Marc Drumaux (25.11.1972)

Déroulement.

15h00 Ouverture des portes
Diffusion de musique classique

15h15 Van Geyt ouvre la séance
Minute de silence
Allocution (deux langues)

15h30 Discours de Turf

16h00 Audition de la voix du disparu

16h10 Discours de Terfve

17h10 Van Geyt lève la séance
Internationale

Les membres du Bureau politique prendront place au podium

Procès-verbal du Bureau politique du 17.11.1972

Présents : Blume, Coussement, Debrouwere, De Coninck, Dussart, Glineur, Levaux, Renard, Turf, Van den Branden, Van Geyt.

- Commémoration du 25.11.72

- envoyer une note aux fédérations
- informer dans D.R. et R.V. de la rectification.

- Situation politique

- Si la crise semble évitée dans l'immédiat (orientation vers un accord pour maintenir le gouvernement chargé de passer le cap de la conférence nationale de l'emploi et du vote du budget 1973) les pressions se développent cependant pour procéder, à terme, à un élargissement de la coalition vers la droite.
- Par conséquent : - développer les luttes socio-économiques et maintenir le mot d'ordre de journée nationale d'action pour l'emploi et les salaires sans la bloquer exclusivement sur la date du 27/11.
Considérer cette date comme un point de départ plutôt qu'un aboutissement;
 - populariser la journée d'action du 23/11 (Intersièges ACEC à Gand);
 - d'ici le 27/11, essayer d'accentuer la pression sur les syndicats de manière à éviter le compromis bedon, souhaité par le gouvernement et les patrons;
 - préparer le memorandum présentant une dimension politique aux revendications emploi et salaires (en montrant que ces revendications ne sont pas contradictoires) et démontrer le contenu concret de la participation gouvernementale des socialistes;
 - préparer un communiqué après le 23/11.

- Conférence wallonne du 17/12

Le rapport de Levaux sera complété par une appréciation sur la manifestation du 23/11 et sur les conclusions de la Conférence nationale pour l'Emploi - son envoi dans les fédérations sera donc retardé de quelques jours.

=====

Procès-verbal Bureau politique extraordinaire du 23.11.72

Présents : Blume, Coussement, Debrouwere, De Coninck, Glineur, Renard,
Van den Branden.

Excusés : Dussart, Levaux, Turf, Van Geyt.

- Crise gouvernementale

- souligner la responsabilité des démissionnaires : pas de solutions aux problèmes - chaos - cherchent à éviter certaines échéances;
- pressions FIB pour orienter le prochain gouvernement plus vers la droite;
- importance du développement des luttes ouvrières pour la défense emploi et revenus;
- tenir compte des possibilités d'appuis pour les objectifs préconisés par le P.C. dans la mesure où notre position sera claire.

Objectif : emploi - revenus - clarté.

- Action parti dans l'immédiat:

- communiqué presse (accord sur texte) - l'envoyer aux fédérations
- De Coninck enverra immédiatement une directive aux S.P. pour demander :
 - réunion des C.F. et de comités de sections.

Dans la mesure du possible, présence d'un membre du B.P. dans les fédérations importantes;

- veiller à l'établissement d'un plan de travail pour les jours à venir axé sur le développement des luttes dans les entreprises et les prises de position en faveur de la Journée nationale d'action.

=====

Communiqué

La crise gouvernementale actuelle confirme une fois de plus que les partis qui, depuis 12 ans, combattent le fédéralisme, n'ont réussi qu'à envenimer sans cesse le climat politique du pays. Les querelles à propos de quelques communes limitrophes ont pris ainsi une importance démesurée, alors que cette question particulière aurait pu être résolue de la façon la plus simple et la plus démocratique, par la consultation des populations concernées.

Dans cette atmosphère viciée, l'excitation des passions chauvines est devenue une méthode politique utilisée en permanence par les partis régionalistes - Volksunie, FDF, Rassemblement wallon - qui cherchent à accéder au pouvoir au prix de n'importe quelle alliance. En même temps, les groupes les plus conservateurs profitent des circonstances pour accentuer leurs pressions en faveur de l'élargissement de la majorité vers la droite.

Les travailleurs en ont assez de ces tripotages qui s'éternisent.

Leurs préoccupations essentielles, qui concernent le volume de l'emploi et le pouvoir d'achat, sont scandaleusement ignorées aussi bien des partis traditionnels que des partis régionalistes. Au moment même où les travailleurs des mines manifestent ensemble à Lambussart, où les travailleurs de tous les sièges des ACEC manifestent ensemble à Gand, au moment même où, dans les entreprises, il n'est question que de luttes et de solidarité sur les sujets qui motivent la conférence de l'Emploi du 27 novembre, le gouvernement PSC-PSB démissionne au milieu du gâchis communautaire qu'il a lui-même contribué à créer.

Il est profondément regrettable que par la faute de sa droite, qui l'a poussé à freiner toutes les luttes ouvrières, le Parti socialiste sorte gravement compromis de cette aventure. Le Parti communiste l'avait pourtant averti de ce qui allait immanquablement se produire.

Les travailleurs, quant à eux, n'ont qu'une chose à faire maintenant : développer en toute indépendance l'action unie et lui donner une portée générale, comme on l'a fait jeudi à Gand, pour les objectifs fondamentaux qui leur sont propres : défense du volume de l'emploi et des revenus du travail.

C'est dans le développement de cette action que la clarté se fera, que des changements politiques favorables aux travailleurs deviendront possibles, y compris la formation d'un gouvernement démocratique digne de leur appui.

L'idée d'une journée nationale d'action s'impose donc plus que jamais.

Le Bureau politique du Parti
communiste de Belgique.

23 novembre 1972.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 20 novembre 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le
VENDREDI 24 NOVEMBRE 1972 A 9 H.30.
=====

A l'ordre du jour :

- Proposition - Président
- Structures Parti
- Projet de memorandum
- Résultat des consultations sur
D.R. quotidien.

J. BLUME

Fraternellement,

A. DE CONINCK.

Procès-verbal du Bureau politique du 24.11.72

Présents : Blume, Coussement, Debrouwere, De Coninck, Dussart, Glineur, Levaux, Renard, Turf, Terfve, Van den Branden, Van Geyt.

- Candidature de Président national

- La candidature de L. Van Geyt proposée par le Secrétariat national est adoptée à l'unanimité et sera présentée au prochain C.C. (9-10/12); jusqu'à cette date, il fonctionnera a.i. mais au C.C. proposer la désignation définitive et insister sur le fait qu'il s'agit du président national, c'est-à-dire la candidature de l'ensemble du parti;
- annoncer la décision du B.P. par un communiqué de presse : accord sur le texte.

- Structures du parti

- envoyer les propositions du groupe de travail de l'aile wallonne aux "élargis" des 2 ailes - flamande (R. De Smet et Calsijn) - wallonne (Jukmès, Martin).

A défaut de pouvoir réunir les ailes avant le prochain B.P., consulter les "élargis" par contacts personnels pour disposer de leur avis pour cette réunion.

- Memorandum : le préparer de manière à pouvoir le présenter au prochain formateur (J. Blume et Van Geyt).

- Projet D.R. quotidien

Compte tenu des problèmes difficiles qui subsistent en ce qui concerne la composition de la rédaction, réunir l'aile wallonne du B.P. (avec les Bruxellois) le mercredi 29/11 pour poursuivre l'exploration de possibilités. Le degré d'avancement des travaux de cette réunion ainsi que ses conclusions (jusqu'y compris pour le directeur politique et le rédacteur en chef) détermineront le caractère du rapport à présenter au C.C. De toutes manières, reprendre la discussion au prochain B.P. sur base des informations et conclusions de l'aile wallonne du 29/11.

Au C.C. des 9-10/12, il y aura lieu de donner une information complète sur les résultats des consultations ainsi que sur les conclusions qui s'en dégagent et d'insister sur la nécessité d'examiner le projet sous l'angle de la primordialité de l'expression de la volonté politique de sortir le quotidien dans des délais aussi rapprochés que possibles.

Si le B.P. du 1/12 pouvait être saisi d'une proposition acceptable d'équipe rédactionnelle, proposer au C.C. de prendre une décision définitive sur base de la procédure suivante :

- 1) vote de l'aile wallonne
- 2) vote de l'ensemble du C.C.

Si les travaux exploratoires n'aboutissaient pas à des conclusions valables avant le C.C., s'en tenir au C.C. au rapport d'information et proposer de reporter le vote à une séance ultérieure.

=====

Communiqué

Le Comité central du P.C.B. se réunira le 10 décembre prochain et élira à cette occasion le nouveau président du parti. En attendant la décision définitive, qui appartient au Comité central, le Bureau politique a désigné le camarade Louis VAN GEYT en qualité de président ad interim.

Le Bureau politique du P.C.B.

24 novembre 1972.

PERSMEDEDELING

Het Centraal Komitee van de Kommunistische Partij van België zal op 10 december a.s. in vergadering bijeenkomen en zal bij deze gelegenheid de nieuwe partijvoorzitter verkiezen. In afwachting van het definitief besluit, dat door het Centraal Komitee dient getroffen, heeft het Politiek Bureau kameraad Louis VAN GEYT aangeduid als voorzitter ad interim.

Het Politiek Bureau der K.P.B.

24 november 1972.

Décembre 1972

BP21_1972_04

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, 1e 27 novembre 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le
VENDREDI 1er DECEMBRE 1972 A 9 H.30.
=====

A l'ordre du jour :

- Candidatures B.P. et Secrétariat national
- Responsable groupe parlementaire.
- Les structures du Parti
(base de discussion : propositions groupe
de travail de l'aile wallonne)
- Projet de D.R. quotidien.
- Situation politique
- Compte-rendu entrevue avec le roi et
De Saeger - -----

L. VAN GEYT.

Fraternellement,

L. VAN GEYT.

Proces-verbal du Bureau politique du 1.12.72

Présents : Blume, Coussement, Debrouwere, De Coninck, Dussart, Glineur, Levaux, Renard, Turf, Van den Branden, Van Geyt.

- Président du groupe parlementaire : accord pour qu'à partir de janvier, M. Levaux remplace L. Van Geyt.
 - régler le problème du secrétariat du groupe.
- Rédacteur en chef Rode Vaan : accord sur la désignation de Koen Calliauw.
 - l'inviter dorénavant au Bureau de l'aile flamande;
 - reporter à un prochain C.C. (postérieur à celui des 9 et 10/12) la proposition de l'inviter aux réunions du C.C.
- Nouveau rédacteur Rode Vaan : accord sur l'engagement à l'essai pour 3 mois d'Erwin Lampaert (tenir compte pour l'avenir que des décisions de cet ordre relèvent du Bureau de l'aile).
- Candidature B.P. : accord pour présenter celle d'A. Duchâteau au prochain CC.
- Invité au B.P. : Jukmès - en informer le C.F. de Liège. L'invitation n'étant pas de la compétence du C.C., il n'y a pas lieu de soulever cette question au prochain C.C.
- Elections organes dirigeants au prochain C.C. (rapport A. De Coninck)
 - Proposer à l'élection :
 - Le Président - les 2 vice-présidents - le directeur de la maison de la presse - les 2 directeurs politiques des 2 hebdomadaires - les membres actuels du B.P. + Duchâteau.
 - Pour le Secrétariat national : proposer momentanément le statu quo en attendant les décisions sur les modifications de structures.
 - Dans le rapport, insister sur la nécessité pour chaque aile du B.P. de préparer dès maintenant le renouvellement et le rajeunissement du B.P.
 - Aile wallonne B.P. : inviter R. Lonnoy, M. Couteau et A. Martin. Cl. Renard discuter avec R. Lonnoy.
 - CCP : J. Blume communiquera à A. De Coninck la liste des membres à proposer (nouveau candidat : R. Baligand). L'élection du président et du secrétaire de la C.C.P. se fera par la C.C.P. nouvellement élue.
- Projet D.R. quotidien
 - accord sur la communication que fera U. Coussement au nom de l'aile wallonne (cf ses conclusions du 29/11);
 - la discussion globale sur le projet ne se fera qu'au prochain C.C. lorsque le rapport pourra être complété par les propositions pour l'équipe rédactionnelle;
 - au C.C. des 9-10/12 : proposer les questions informatives.
- Situation politique.
 - Les diverses tractations ouvrent toutes les voies à un élargissement vers la droite; nécessité aussi de clarifier les illusions que la position PSB ("programme d'abord") peut susciter; chercher à amplifier l'action en faveur des revendications des travailleurs; souligner que la situation actuelle serait différente si le Rassemblement des Progressistes était plus avancé (responsabilités du PSB).
 - Mots d'ordre à proposer par P.C. :
 - Pouvoirs aux régions; assemblées élues et régionalisation des moyens (disposition par les régions des crédits disponibles)
 - Revendications :
 - emploi
 - salaires.
 - développer le mot d'ordre de Journée nationale d'action.

- Mesures d'exécution :

- Communiqué du B.P. (à examiner lundi 4/12) - projet Cl. Renard

y préciser notre programme essentiel et en ce qui concerne l'attitude à l'égard du prochain gouvernement adopter la formule de compromis à savoir : seul un gouvernement adoptant un tel programme mériterait le soutien et la confiance du mouvement ouvrier et du P.C.

- préparer un appel au mouvement ouvrier pour résister aux manoeuvres patronales et qu'il intervienne dans le débat sur la constitution gouv. à présenter au prochain B.P. - Cl. Renard

- prévoir notamment sa reproduction dans premières pages des journaux régionaux.

- Le memorandum sera mis au point par Van Geyt et J. Blume y préciser les revendications notamment :

- minimum de salaire garanti par la loi
- vote d'un loi sur les 40 heures maximum
- proposition de loi garantissant l'état actuel de l'emploi au niveau de chaque entreprise et impôt spécial pour compenser les pertes éventuelles des petites entreprises
- pension à 60 ans.

Communiqué.

Le Bureau Politique du Parti communiste a pris connaissance des propositions de M. De Saeger qui ont été remises mardi matin au président a.i. du P.C.B., Louis Van Geyt. *Ces propositions sont inacceptables.*

En effet, le Bureau politique constate que les propositions De Saeger en matière de régionalisation restent en gros celles que le gouvernement démissionnaire avait déjà élaborées et même les aggravent. Si elles étaient adoptées, le pays continuerait de vivre dans un climat de discordes communautaires et d'instabilité politique.

Il n'existe plus aucune possibilité de solution démocratique et durable en dehors du fédéralisme. Les régions doivent disposer de pouvoirs réels, émanant d'assemblées élues au suffrage universel, et de compétences bien définies dans un cadre territorial qui ne peut être définitivement fixé que par la consultation des populations des communes litigieuses. Parce qu'elle est la plus démocratique, cette solution est aussi celle qui correspond le mieux aux besoins des travailleurs qui, dans les trois régions, luttent pour les mêmes revendications vitales.

D'autre part, l'informateur-négociateur a délibérément ignoré les problèmes essentiels qui préoccupent les travailleurs et qui concernent aussi bien leur emploi que leur pouvoir d'achat. Le Parti communiste ne peut admettre que ces questions primordiales soient éludées, à plus forte raison au moment où l'on prépare la formation d'un nouveau gouvernement.

Le Bureau politique a pris acte avec intérêt de l'opposition de la F.G.T.B. à tout élargissement de la majorité gouvernementale au P.L.P.-P.V.V. Il estime cependant que le mouvement ouvrier organisé ne peut plus se borner aujourd'hui à dire ce qu'il ne veut pas, au gré des circonstances. C'est en développant ses luttes en toute indépendance et en définissant clairement les conditions de son appui à un gouvernement authentiquement progressiste qu'il rendra possible la constitution future d'un tel gouvernement.

Les travailleurs ne comprendraient pas que le P.S.B. continue à éloigner la réalisation de cet objectif en acceptant des compromis boiteux.

Sa place est dans l'opposition pour préparer l'avenir avec les autres forces progressistes.

Programme d'urgence pour le maintien du volume de l'emploi et la préservation des revenus du travail.

Généralisation de l'action à partir des luttes engagées par les travailleurs dans les entreprises.

Clarté et démocratie dans l'organisation de la Belgique des régions.

Si le mouvement ouvrier et démocratique s'empare de ces idées avec force, le pays sortira enfin du gâchis communautaire et le règlement de ses problèmes essentiels pourra intervenir au mieux des intérêts de la population laborieuse.

Le Bureau politique du Parti
Communiste de Belgique,

Bruxelles, le 5 décembre 1972.

Persmededeling.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij heeft kennis genomen van de voorstellen van M. De Saeger, dinsdagmorgen overgemaakt aan Louis Van Geyt, waarnemend voorzitter van de K.P.B.

Deze voorstellen zijn onaanvaardbaar.

Inderdaad stelt het Politiek Bureau vast dat de voorstellen van De Saeger inzake gewestvorming in grote mate dezelfde blijven als deze reeds uitgewerkt door de ontslagnemende regering, of nog erger zijn. Indien ze werden aangenomen zou het land blijven leven in een klimaat van kommunautaire twisten en politieke wankelbaarheid.

Er bestaat geen enkele democratische en duurzame oplossing meer buiten het federalisme. De gewesten moeten beschikken over werkelijke macht, voortkomend uit vergaderingen, verkozen bij algemeen stemrecht, en over welomschreven bevoegdheden op gebieden die slechts definitief kunnen vastgelegd worden door de raadpleging van de bevolking der betrokken gemeenten. Deze oplossing stemt eveneens overeen met de behoeften van de arbeiders die in de drie gewesten voor dezelfde fundamentele eisen strijden, omdat ze de meest democratische is.

Bovendien is de informateur-onderhandelaar moedwillig aan de essentiële problemen die de arbeiders bezighouden, voorbijgegaan, problemen die betrekking hebben op de tewerkstelling en de koopkracht. De Kommunistische Partij kan niet dulden dat deze voornaamste vraagstukken omzeild worden en zeker niet op een ogenblik dat de vorming van een nieuwe regering wordt voorbereid.

Het Politiek Bureau heeft met belangstelling kennis genomen van de afwijzing door het A.B.V.V. van elke verbreding van de regeringsmeerderheid naar de P.V.V.-P.L.P.

Het is nochtans van mening dat de georganiseerde arbeidersbeweging zich vandaag niet meer kan beperken met te zeggen wat ze niet wil volgens de toevallige gebeurtenissen van het ogenblik.

Het is door in volle onafhankelijkheid de strijd te ontwikkelen en door duidelijk de voorwaarden van haar steun aan een werkelijke vooruitstrevende regering vast te leggen, dat de arbeidersbeweging de toekomstige vorming van zulk een regering zal mogelijk maken.

De werkers zouden niet begrijpen dat de B.S.P. de verwezenlijking van dit doel naar een verre toekomst zou verwijzen door mankgaande compromissen te aanvaarden.

Haar plaats is in de oppositie, teneinde de toekomst voor te bereiden met de andere vooruitstrevende krachten.

Wij stellen voor :

- * een spoedprogramma voor het behoud van de tewerkstelling en de vrijwaring van de inkomens van de werkende bevolking ;
- * veralgemening van de aktie, vertrekkende van de strijd ingezet door de werkers in de bedrijven ;
- * klaarheid en democratie in de organisatie van het België der gewesten.

Indien de arbeiders- en democratische beweging zich met kracht van deze ideeën meester maakt, zal het land eindelijk uit de kommunautaire warboel geraken en zal het zijn essentiële problemen kunnen regelen in het belang van de werkende bevolking.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische
Partij van België

Brussel, 5 december 1972.

Entrevue délégation B.P. : Terfve, Renard, Coussement, Van Geyt
et délégation fédération boraine : R. Noël, A. Liénard, Noella Dinant,
R. Guillaume, M. Godon le 6/12/72.

Objet : - perspectives de développement de l'U.D.P.
- Rapports UDP Borinage et autres comités.
- Obstacles et moyens les plus appropriés pour les surmonter dans
le Borinage et ailleurs.

Le rapport introductif rappelle la position du Parti précisée par M. Drumaux dans son rapport d'avril, à savoir que l'UDP, telle qu'elle s'est constituée au Borinage est une expérience ayant une valeur et une portée générale pour l'ensemble de la Wallonie - si elle ne doit pas être considérée comme l'ensemble du front antimonopoliste à créer, il ne faut néanmoins pas opposer l'ensemble et fraction ou morceau du front.

Il faut rappeler les conditions spécifiques du Borinage qui ont favorisé la constitution de l'U.D.P. boraine et n'existent pas nécessairement ailleurs, à savoir :

- effort du Parti et spécialement R. Noël à Cuesmes
- existence d'un courant chrétien progressiste assez développé
- état de sclérose politique du PSB du Borinage.

Ces 3 facteurs se sont avérés inséparables.

Or des difficultés réelles existent ailleurs et il faut éviter, pour le parti comme pour l'UDP, qu'elles se transforment en découragement ou en une certaine impatience.

Ces difficultés résultent notamment de l'extrême diversité des situations qui peuvent exister au sein de la communauté wallonne, tant du point de vue des composantes des forces démocratiques que de la situation diversifiée au sein du PSB - cf - L'évolution très différente du PSB à Mons, Charleroi et à Liège : si à Charleroi le PSB a, en 10 ans, perdu près de la moitié de ses électeurs et sièges, il a conservé à Liège un rayonnement politique et une profonde influence dans les masses prolétariennes

- cf. les composantes des forces démocratiques à Bruxelles : dans cette région, il faut par exemple tenir compte des éléments de gauche du FDF. Ces constatations - à ne pas négliger - ne peuvent néanmoins se traduire en une incompréhension à l'égard de l'U.D.P. et encore moins à un refus de la constituer.

Par contre, l'impatience des camarades militant à l'UDP, notamment vis-à-vis de Liège, n'aiderait personne en définitive : (cf. les articles de "Ensemble" de mai et novembre 1972) :

- danger d'ingérence dans les affaires intérieures du parti et risque, aussi, en considérant le M.A.S. comme une 3e force, de cristalliser un courant marginal basé sur un sectarisme anti-socialiste.

- envisager d'encourager à Liège le dépôt de listes M.A.S. aboutirait à condamner pour longtemps, la formation UDP dans la région.

La situation à Liège doit être examinée dans son développement; on constatera ainsi qu'elle est en voie d'amélioration. Certaines attitudes opportunistes à l'égard des dirigeants socialistes de Liège, en vertu de conceptions de l'unité ouvrière sont aujourd'hui déjà dépassées. Souligner aussi l'apport intéressant de la fédération liégeoise à l'élaboration du programme du Parti.

Dans ces conditions, le EP ne peut céder à une incompréhension d'une partie des militants liégeois à l'égard de l'U.D.P. Elle doit au contraire aider la fédération à trouver, dans les formes adéquates, les moyens d'implanter, à Liège, des organisations de type UDP parallèlement à l'effort qu'elle accomplit en faveur de l'unité de la classe ouvrière. Mais cela signifie persuasion politique et non impatience.

Pour la délégation boraine :

- il y a, à Liège, volonté délibérée de tourner le dos à la politique du parti : la fédération refuse systématiquement de prendre les contacts qui existent avec les chrétiens. Or il y des possibilités de créer un G.P.T.C. au travers du M.O.C., mais
- la grande différence entre Mons et Liège réside dans le fait que la fédération s'appuie sur des militants des grands entreprises qui y jouent souvent un rôle syndical important mais qui commettent l'erreur de penser que l'unité sur le terrain politique s'élabore de la même manière qu'à l'entreprise.
- il faut forcer les étapes : car si de nouvelles élections avaient lieu, ce serait un grave échec si l'UDP ne se présentait qu'à Mons et pas dans toute la Wallonie ou tout au moins dans tout le Hainaut;
- elle tient à souligner que le développement de l'UDP a permis un développement du Parti (chez les jeunes, dans le travail syndical ... - une certaine "relève" se prépare).

Conclusions

1) organiser à des fins documentaires une entrevue entre une délégation BP (J. Terfve et R. Dussart) et R. Noël et le Père Lefèbre qui a le contact UDP avec les chrétiens liégeois;

2) R. Noël établira le contact UDPistes de Bruxelles X avec la fédération bruxelloise (via L. Van Geyt).

3) Obtenir de la rédaction d'"Ensemble" qu'elle s'abstienne d'interventions susceptibles d'être interprétées comme des attaques contre le P.C. de Liège.

4) Les propositions que Coussement a faites au nom du Secrétariat national pour le Staff des permanents - Parti et UDP - seront discutées avec le bureau fédéral du Borinage.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 Bruxelles

Bruxelles, le 4 décembre 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 8 DECEMBRE 1972 A 9 H.30.
=====

A l'ordre du jour :

- 1) Projet d'appel au mouvement ouvrier Cl. Renard
(en raison crise politique)
- 2) Préparation pratique du C.C.
- 3) Les structures du parti
- 4) Information Debrouwere (PCUB)
- 5) Projet de résolution sur l'avortement.
- 6) Mise au point définitive du budget 1973.

Fraternellement,

L. VAN GEYT.

Procès-verbal du Bureau politique du 8.12.72

Présents : Blume, Coussement, Debrouwere, De Coninck, Dussart, Glineur, Levaux, Renard, Turf, Van den Branden, Van Geyt.

- Appel à soumettre au C.C.

- prévoir un titre plus "dynamique"
- Claude Renard y apportera les amendements issus de la discussion
- insister auprès du C.C. pour que l'appel, qu'il aura adopté, soit utilisé surtout comme instrument de contact auprès des organisations démocratiques et progressistes, régionales et locales, qui auront été sollicitées pour des entrevues.

- Préparation du C.C.

Samedi après-midi : Présidence : J. Turf

- Ordre du jour :
- Communication sur évolution maladie M. Drumaux.
 - Eloge funèbre G. Calsijn - y associer A. Ramet.
 - Crise gouvernementale et introduction à la discussion de l'appel: L. Van Geyt.
 - Elections : A. De Coninck.

Dimanche matin : Présidence : R. Dussart

- Ordre du jour :
- poursuite éventuelle de la discussion de l'appel.
 - budget 1973.

Dimanche après-midi : Présidence : Cl. Renard

- Ordre du jour :
- suite budget
 - Communication sur projet D.R. quotidien.

- Transmettre à la presse dimanche matin :

- 1) Communiqué sur les élections
- 2) L'Appel.

- Organiser lundi matin une conférence de presse par le Président national.
Objet : commentaires sur l'appel.

- Accord pour que J. Debrouwere rédige au nom du B.P. un communiqué sur la session de l'OTAN.

- Communiqué commun PSB-PCUS

S'informer auprès du PCUS quelle version est la bonne : Pravda ou Novosti (publication à Bruxelles).

- Budget 1973

- accord sur les 2 postes nouveaux à portée politique :
 - 1) permanents pour les mouvements socio-éducatifs (pour chacune des communautés);
 - 2) aide à l'U.D.P.
- ce budget ne prévoit pas une éventuelle campagne électorale (à couvrir par l'extraordinaire);
- accord pour lier à la présentation du budget, un plan de travail recrutement.

- Avortement : accord sur le communiqué - le secrétariat décidera du moment opportun pour la publication.

Le Bureau politique du PCB prend nettement position en faveur d'une législation qu'il estime urgente, accordant aux femmes la protection sociale et les droits complets en matière de naissance et d'avortement. Il considère en particulier que le refus des naissances, relève d'un droit moral et d'hygiène sociale, inséparable des libertés individuelles, et engage l'opinion publique à s'exprimer avec plus de force contre l'hypocrisie des lois et pratiques actuellement en vigueur dans notre pays.

Le Bureau politique du PCB réclame une législation complémentaire indispensable en matière de contraception, de planning familial et d'éducation sexuelle.

Il souligne les insuffisances en ces matières de la proposition de Loi Callewaert, et charge le groupe parlementaire communiste de préparer une proposition de Loi à soumettre au Parlement.

Il dénonce à nouveau les carences criantes en matière de crèches et de protection des naissances, ainsi que l'inégalité de la condition féminine dans maints aspects de la vie sociale, en particulier sur le plan des salaires et des conditions de la femme au travail.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE — KOMMUNISTISCHE PARTIJ VAN BELGIË

Albert De Coninck

1000 BRUXELLES, le
1000 BRUSSEL,

Avenue de Stalingrad, 18-20, Stalingradlaan
Tél. 12.01.00 - 12.01.09
C. C. P. - 799.33 - P. C. R.

Bruxelles, le 11 décembre 1972

Cher Camarade,

Le Comité Central et le Bureau Politique tiennent à féliciter et à remercier les camarades du service d'ordre et de sécurité auprès du Comité Central pour les services précieux qu'ils rendent à la Direction du Parti chaque fois qu'un appel leur est adressé.

Dans ce but, nous vous invitons, ainsi que votre épouse, à une petite réception suivie d'un repas fraternel, le mercredi 20 décembre 1972 à 19 H. 30, dans la salle de la Maison de la Résistance, rue Van Lint, 14, Anderlecht.

Nous serions extrêmement heureux que vous acceptiez de participer, avec votre épouse, à cette soirée amicale où nous pouvons vous promettre en plus du repas, de la joie, de l'ambiance et...de la danse.

Afin de prendre toutes dispositions utiles, nous vous prions de remplir et de renvoyer, par retour du courrier, le bulletin ci-dessous.

Bien fraternellement,

A. De Coninck,
Secrétaire National.

Bulletin à renvoyer à Louis Hamelrijck, avenue de Stalingrad 29, 1000 Brux.

Je soussigné

Adresse

Assisterai à la réception du 20 décembre et serai accompagné de mon épouse. (x)

ne serai pas accompagné de mon
épouse (x)

Signature : _____.

(x) biffer la mention inutile.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE — KOMMUNISTISCHE PARTIJ VAN BELGIË

1000 BRUXELLES, le
1000 BRUSSEL,

Avenue de Stalingrad, 18-20, Stalingradlaan
Tél. 12.01.00 - 12.01.09
C. C. P. - 799.33 - P. C. R.

Mijnheer de Hoofdredakteur,

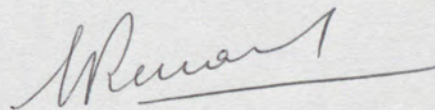
Ik heb de eer U mede te delen dat de nieuwe Nationale Voorzitter van de Kommunistische Partij, die door het Centraal Komitee van 9 en 10 december zal verkozen worden, de vertegenwoordigers van de pers zal ontvangen

maandag, 11 december om 11 uur
in het Pershuis (Rood salon)
Korte Boterstraat 4 te Brussel

We zouden de aanwezigheid van Uw krant op deze ontmoeting ten zeerste op prijs stellen.

Hij zal zich ter beschikking houden voor alle gewenste toelichtingen over de standpunten die door het Centraal Komitee goedgekeurd zijn in verband met de politieke krisis.

Ik dank U bij voorbaat voor het gunstige gevolg dat U aan deze uitnodiging zal willen geven en verblijf, met de meeste hoogachting,



Claude Renard
Nationaal Sekretaris

H. De Coninck

Persmededeling van het Politiek Bureau der
Kommunistische Partij van België.

GEEN GETALM MET DE ERKENNING DER D.D.R.

GEEN TOEGEVINGEN AAN DE NATO.

De jongste Brusselse bijeenkomst van de NATO-ministerraad heeft tot beslissingen geleid waarbij de belangen van België nogmaals over het hoofd werden gezien, en zelfs ernstig in het gedrang worden gebracht.

Zo komen de besluiten van de NATO-ministerraad neer op een verhoging van de bewapeningslasten voor zijn lidstaten, waaronder België, en een verdere uitbouw van zijn militaire structuren. Uiteraard dreigt zulks een nadelige invloed te hebben op de op handen zijnde besprekingen inzake wederzijdse bewapeningsbeperking in Europa.

Het is onaanvaardbaar dat een ontslagnemende regering zich door dergelijke besluiten zou gebonden achten. Even onaanvaardbaar is het, dat de NATO-sessie te Brussel aldus de buitenlandse politiek der komende Belgische regering wil richten. De belangen van ons land vereisen dat zijn regering zou bijdragen tot de regeling der Europese vraagstukken en tot het scheppen van een klimaat van veiligheid en samenwerking, en niet de werkende bevolking van ons land een nog verhoogde bewapeningslast en een versterkte, voor de democratische krachten hoogst verontrustende, afhankelijkheid van het NATO-bondgenootschap op te leggen.

Het Politiek Bureau der Kommunistische
Partij van België

Brussel, 12 december 1972.

COMMUNIQUE

Le Bureau Politique du Parti communiste constate que l'idée d'une journée nationale d'action a fait de très grands progrès ces derniers temps dans les organisations ouvrières.

Après la régionale de Charleroi de la FGTB, qui a déjà décidé une journée régionale, la CGSP de Mons-Borinage s'est prononcée pour une journée nationale et la Centrale des Métallurgistes de Liège pour une grève générale de 24 heures.

C'est la riposte qui convient au refus que le grand patronat a opposé aux revendications du Front commun syndical. Elle s'impose d'autant plus que le grand patronat fusionne maintenant ses organisations nationales pour renforcer sa position face au mouvement ouvrier.

Le Comité national élargi de la FGTB, qui se réunira le 19 décembre, ne pourra manquer d'en tenir compte.

Le Bureau politique du PCB estime avec les nombreux travailleurs qui lui font part actuellement de leur opinion par les voies les plus diverses que le 21 décembre, veille de la prochaine rencontre syndicats-patrons, serait le moment tout indiqué pour une action générale.

Les dirigeants patronaux doivent d'ailleurs se concerter ce jour-là. C'est une raison supplémentaire de leur faire comprendre qu'on ne défie pas impunément deux millions de syndiqués.

Le Bureau politique du
Parti communiste de Belgique.

Bruxelles, le 14 décembre 1972.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 11 décembre 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le
VENDREDI 15 DECEMBRE 1972 A 9 H.30.
=====

A l'ordre du jour :

- | | |
|-----------------------------|-------------|
| 1) Structures du Parti | Cl. Renard |
| 2) Situation politique | L. Van Geyt |
| 3) Conférences régionales : | |
| dernière mise au point. | |

Fraternellement,

L. VAN GEYT.

Procès-verbal du Bureau politique du 15.12.72

Présents : Blume, Debrouwere, De Coninck, Duchâteau, Jukmès, Leviaux, Renard, Turf, Van den Branden, Van Geyt.

Excusés : Coussement, Dussart, Glineur.

- Structures du Parti

Il se dégage un accord général sur les lignes de force qui président aux propositions de modification (sauvegarde unicité du parti et adaptation à une Belgique qui se régionalise) mais la discussion doit être poursuivie à la prochaine séance du B.P., notamment sur :

- l'organisation des conseils régionaux et examiner dans quelle mesure il faut supprimer les ailes du C.C.
 - définition du rôle du président du conseil régional
 - proposition de suppression des vice-présidents
 - situation de Bruxelles : reconnaissance de son statut de "région" et rechercher les moyens permettant aux camarades des 2 langues de s'y trouver à l'aise
 - rôle du C.C. et renforcement de son rôle politique tout en sauvegardant la cohésion nécessaire entre l'élaboration de la ligne et son application - définir les "sections" à maintenir
 - composition et fonctionnement du secrétariat national
 - répartition des tâches entre les membres du B.P.
- Pour Bruxelles, il y aura lieu ultérieurement d'informer et de discuter avec les camarades du Bureau fédéral.
- Les modifications des structures qui seront adoptées devraient provisoirement - jusqu'au prochain Congrès - faire l'objet d'un règlement intérieur de manière à pouvoir fonctionner sur les nouvelles bases le plus rapidement possible et que le Congrès n'ait plus qu'à ratifier un système déjà en cours.
- Conférences régionales
- Dans les 3 conférences, insister sur le maintien de l'orientation donnée par l'appel du C.C. et compléter par :
 - appui au Front commun syndical en vue du 21/12
 - appréciation sur Leburton, formateur
 - opposition aux propositions non démocratiques de De Saeger sur les institutions et nécessité de lutter en faveur de structures démocratiques qui permettraient de résoudre les problèmes sociaux et économiques.
- Situation politique
- Voir certains secteurs (autres que C.M.B.) qui pourraient avoir une influence positive sur les décisions de la réunion du Front commun du 19/12 (CGSP : Enseignement, Cheminots, Gazelco).
 - Tenir compte du fait de l'acceptation par Leburton d'être formateur - d'où nécessité pour ne pas être dépassé par les événements d'envisager diverses hypothèses de travail.
- Bloquer dans l'immédiat sur le 21/12 mais préparer le relais de janvier.
- Prévoir un Secrétariat le 19/12 (après information sur la réunion du Front commun) pour examiner l'attitude à prendre pour le 21/12 (réunion à 14 h.30).

=====

RESOLUTION

Les communistes bruxellois viennent de se réunir en Conférence régionale sous la présidence de Louis VAN GEYT.

Ils ont débattu d'un rapport présenté par Jacques MOINS consacré aux problèmes économiques, sociaux et institutionnels de la région.

Dans le climat de crise politique profonde, alors que la Belgique n'a pas de gouvernement, face à la situation sociale préoccupante, le problème de la sécurité d'emploi dans la région, du développement économique régional dans une optique favorable aux travailleurs, les communistes bruxellois réclament :

- la création, sans retard, d'un véritable pouvoir régional directement élu, doté d'un exécutif, et la fixation démocratique des limites de la région dans le respect des droits des Bruxellois de l'une et l'autre langue,
- la mise en oeuvre à l'échelon régional d'un vaste front politique et syndical qui permette de réaliser les réformes nécessaires pour transformer les conditions de vie des travailleurs (aménagement du territoire, transports urbains, avenir industriel de la région, sécurité d'emploi, infrastructures culturelles et sociales).

Les communistes bruxellois appuient les initiatives syndicales qui réclament une journée nationale d'action pour amener le patronat à répondre positivement, le 22 décembre, aux revendications des travailleurs.

Ils s'opposent à l'extension de la majorité gouvernementale actuelle au P.L.P. et engagent le Parti Socialiste à préparer, dans une opposition résolue, avec les autres forces progressistes, un tournant à gauche qui permette de doter le pays d'une structure fédérale démocratique et de réaliser les réformes de structure économiques et sociales dont tout le pays a besoin.

Bruxelles, le 15 décembre 1972.

COMMUNIQUE

Le Bureau politique du Parti Communiste de Belgique constate que les négociations de paix entre le gouvernement de la République Démocratique du Vietnam et celui des Etats Unis sont dans l'impasse. L'espoir d'un arrêt rapide des hostilités a été ainsi anéanti. La reprise massive des bombardements terroristes sur le Nord-Vietnam en est une illustration tragique.

Le Bureau politique du Parti Communiste de Belgique en attribue la responsabilité à l'attitude du gouvernement Nixon qui préfère le maintien du régime Thieu à Saïgon à un règlement de paix qui permettrait à la population du Sud-Vietnam de faire librement son choix politique. En refusant d'approuver l'accord conclu en octobre entre les négociateurs américains et vietnamiens, en modifiant depuis sans cesse sa position et en posant toujours de nouvelles conditions, le gouvernement Nixon n'a poursuivi qu'un seul but : celui de jeter de la poudre aux yeux de l'opinion américaine et internationale.

C'est pourquoi le Bureau politique réaffirme la solidarité active des communistes belges avec la population vietnamienne en lutte, et avec les initiatives de paix de ses véritables représentants.

Seule une pression constante de l'opinion publique et des organisations démocratiques pourra obliger le gouvernement Nixon à adopter une attitude réaliste : se retirer du Vietnam et de tout l'Indochine, accepter le droit à l'autodétermination des populations indochinoises comme l'unique base possible pour un véritable règlement de paix. A cet égard, une responsabilité particulière incombe tant au gouvernement belge qu'aux forces politiques qui veulent établir des rapports entre notre pays et la République Démocratique du Vietnam et contribuer à instaurer la paix en Indochine sur la base du droit à l'autodétermination. Ils doivent se joindre à tous ceux qui, dans le monde, se dissocient des tentatives américaines visant à saboter le rétablissement de la paix.

Le Bureau politique du
Parti Communiste de Belgique.

Bruxelles, le 19 décembre 1972.

PERSMEDEDELING

Het Politiek Bureau der Kommunistische Partij van België stelt vast dat de wapenstilstandsbesprekingen tussen de regering der Viëtnameese Democratische Republiek en die der Verenigde Staten in het slop zijn terechtgekomen. De hoop op een spoedige beëindiging der vijandelijkheden werd aldus de bodem ingeslagen. De massale hervatting der Amerikaanse terreurbombardementen op Noord-Viëtnam is daarvan een tragische illustratie.

Het Politiek Bureau der Kommunistische Partij van België wijt zulks aan de dubbelzinnige houding der Nixon-regering, die het handhaven van het Thieu-regime te Saïgon verkiest boven een vredesregeling die de bevolking van Zuid-Viëtnam in staat zou stellen vrij haar eigen politieke keuze te doen. Door te weigeren het in oktober tussen Amerikaanse en Viëtnameese onderhandelaars bereikte akkoord goed te keuren, door sindsdien steeds weer haar standpunt de wijzigen en nieuwe voorwaarden te stellen, heeft de Nixon-regering blijkbaar uitsluitend beoogd de Amerikaanse en internationale opinie zand in de ogen de strooien.

Het Politiek Bureau beklemtoont daarom de actieve solidariteit der Belgische kommunisten met het strijdende Viëtnameese volk, en met de vredesinitiatieven van zijn ware vertegenwoordigers.

Slechts de niet aflatende druk der internationale openbare mening en der democratische organisaties, zal de Nixon-regering ertoe kunnen dwingen een realistische houding aan te nemen, zich terug te trekken uit Viëtnam en uit gans Indochina, en het zelfbeschikkingsrecht der Indochinese volken als enige mogelijke basis voor een waarachtige vredesregeling te aanvaarden. In deze dragen ook de Belgische regering en die politieke krachten die de betrekkingen tussen ons land en de Democratische Republiek Viëtnam, zowel als de vrede in Indochina op grondslag van het recht op zelfbeschikking willen bevorderen, een verantwoordelijkheid. Ook hun stem dient gevoegd te worden bij degene die afstand nemen van de Amerikaanse pogingen om het herstel van de vrede te dwarsbomen.

Het Politiek Bureau der
Kommunistische Partij van België.

Brussel, 19 december 1972.

K. de Coninck

Persmededeling.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België verheugt zich over de wil tot aktie die zich manifesteert in de werkersorganisaties tot ondersteuning van het interprofessioneel programma van het Gemeenschappelijk Vakbondsfront. Deze wil tot aktie uit zich in de kordate houding die door het Gemeenschappelijk Front aangenomen wordt op de vooravond van de konfrontatie tussen vakbonden en patroons van 22 december. Het V.B.N. weet nu dat, indien zij volhardt in haar onwrikbare houding, de georganiseerde arbeidersbeweging hierop zal antwoorden door een machtige en eendrachtige nationale aktie vanaf het begin van de maand januari. Deze noodzakelijke verwittiging wordt ruimschoots bevestigd door de verschillende vastbesloten reakties van vakbondszijde die uitgedrukt worden op de vooravond van de besprekingen, in ~~de~~ belangrijke ondernemingen van de voornaamste industriële gewesten.

Van de andere kant stelt het Politiek Bureau vast dat formateur Edmond Leburton op het ogenblik openlijk het spel van de rechterzijde steunt, die een verbreding van de regeringsmeerderheid wenst in de richting van de P.V.V. Deze oriëntatie druist in tegen de verzuchtingen van de arbeidersbeweging ^{tegen} en de democratische wisseloplossing die de ontwikkeling van haar onafhankelijke aktie kan en moet scheppen. Bijgevolg houdt het Politiek Bureau zich kordaat aan de oriëntatie die de gewestelijke konferenties van de partij hebben bevestigd : een duidelijke oppositie tegen elke regeringskombinatie die onder druk van de rechterzijde wordt verwezenlijkt.

Brussel, 20 december 1972

Het Politiek Bureau van de
Kommunistische Partij van
België

Communiqué.

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique se réjouit de la volonté d'action qui se manifeste dans les organisations ouvrières à l'appui du programme interprofessionnel du Front commun syndical. Cette volonté d'action s'est traduite dans la position ferme adoptée par le Front commun à la veille de la confrontation syndicats-patrons du 22 décembre. La F.I.B. sait maintenant que si elle persiste dans son attitude intransigeante, le mouvement ouvrier organisé lui ripostera par une action nationale puissante et unie dès le début du mois de janvier. Cet avertissement nécessaire est largement confirmé par les réactions syndicales diverses et résolues qui, ont lieu à la veille des pourparlers dans des entreprises importantes des principales régions industrielles.

D'autre part, le Bureau politique constate que le formateur, Edmond Leburton, est maintenant entré ouvertement dans le jeu de la droite qui veut l'élargissement de la majorité gouvernementale aux réactionnaires du P.L.P. Cette orientation va à l'encontre des aspirations du mouvement ouvrier et de la solution de rechange démocratique que le développement de son action indépendante peut et doit créer. En conséquence, le Bureau politique s'en tient fermement à l'orientation que les conférences régionales du parti viennent encore de confirmer : opposition nette à toute combinaison gouvernementale réalisée sous la pression de la droite.

Bruxelles, le 20 décembre 1972

Le Bureau politique du Parti
communiste de Belgique

COMMUNIQUE

Une délégation du Bureau politique du Parti communiste, composée de Louis Van Geyt, président, et Claude Renard, secrétaire national, a été reçue jeudi matin par M. Harmel, ministre des Affaires étrangères.

La délégation a demandé au ministre d'user de son influence auprès du gouvernement des Etats-Unis pour que cessent immédiatement les bombardements du Nord-Vietnam et pour que les pourparlers de paix reprennent sur la base du droit à l'autodétermination des peuples indo-chinois.

Une démarche analogue a aussi été faite par Louis Van Geyt en direction des présidents des partis politiques, des dirigeants des grandes organisations syndicales et d'autres hautes personnalités pour leur proposer d'intervenir dans le même sens.

Bruxelles, le 21.12.72

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 18 décembre 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 22 DECEMBRE 1972 A 9 H.30.
=====

A l'ordre du jour :

- Poursuite de la discussion sur
les structures du Parti.
- Situation politique.

Fraternellement,

L. VAN GEYT.

Procès-verbal du Bureau politique du 22.12.72

Présents : Blume, Debrouwere, De Coninck, Duchâteau, Dussart, Glineur, Jukmès, Leviaux, Renard, Van den Branden, Van Geyt.

Excusés : Coussement, Turf.

- Structures du Parti

- Il résulte de la discussion que divers problèmes doivent encore être clarifiés notamment la traduction dans les structures de la conception deux communautés et trois régions (avec implications pour la région de Bruxelles) liée au maintien de l'unicité du Parti.
- Le Bureau flamand préparera une note précisant ses vues et propositions.
- En attendant, il y a lieu de régler sans tarder le problème du Secrétariat national (organisme collégial travaillant en collaboration et concertation permanente).
Le Secrétariat en discutera de manière à pouvoir faire des propositions au prochain B.P.
- Le problème de l'ensemble des structures sera discuté ultérieurement au cours d'un B.P. extraordinaire.

- Situation politique et sociale

- Maintenir le mot d'ordre "PSB dans l'opposition" (à soutenir par une campagne explicative ...) et envisager les formes d'opposition si se constitue un gouvernement tripartite.
- Négociations FEB et syndicats : émettre une appréciation critique si les négociations qui vont s'engager et appeler le mouvement ouvrier à la vigilance contre les manoeuvres que vont déployer les patrons pour imposer leur politique au gouvernement.
- Publier ce jour un communiqué - texte à envoyer dans les principales fédérations pour reproduction et diffusion dans les entreprises dès les 26-27/12.
- Prévoir le jeudi 28/12 un nouveau communiqué sur base des négociations Leburton.

- U.D.P. du 7.1.73

- faire remarquer au cours de la réunion - dans les formes appropriées - que les modalités de convocations n'ont pas été des plus heureuses.
- Leviaux participera à la réunion (sans préjuger des positions de la fédération de Liège).
- Préparer en vue de l'aile wallonne du C.C. de février, le rappel de nos positions en matière d'alliances (cf. : résolution du C.C. sur cette matière).

=====

COMMUNIQUE

La vigilance des travailleurs ne doit pas se relâcher.

Devant la volonté d'action des travailleurs, qui s'est exprimée clairement le 21 décembre, les grands patrons de la FEB ont dû renoncer à l'attitude intransigeante qu'ils avaient cru pouvoir prendre au début du mois. La négociation leur a été imposée et leur langage est devenu plus conciliant.

C'est un premier résultat de la pression ouvrière. Mais la vigilance reste de rigueur à tous les échelons du mouvement ouvrier si l'on veut faire aboutir le programme interprofessionnel du Front commun syndical : minimum de 12.500 Fr., deux jours de vacances complémentaires en 1973, réduction de la durée du travail, mesures de protection de l'emploi, etc.

En effet, si le grand patronat a changé de langage, il n'a pas changé d'objectif. Il espère que la période des fêtes amènera un relâchement de la pression ouvrière et que les négociateurs syndicaux seront ainsi coupés de leur base, donc affaiblis. Il espère en outre trouver des points d'appui politiques nouveaux dans la rentrée du PLP que prépare Leburton.

Le Parti communiste attire l'attention des travailleurs et de leurs organisations sur cette manoeuvre patronale qu'il faut déjouer.

Le seul moyen de la déjouer, c'est de maintenir la cohésion et la combativité du mouvement ouvrier à un niveau qui lui permette d'apprécier en toute indépendance le résultat des pourparlers en cours, en particulier à l'occasion des réunions syndicales du 4 janvier.

Bruxelles, le 22 décembre 1972.

Communiqué.

Le Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique apprend avec grande satisfaction la décision prise par le gouvernement belge, de reconnaître la République Démocratique Allemande et de nouer avec elle des relations diplomatiques.

Cette décision, dictée par le réalisme, contribuera à faire jouer un plus grand rôle par notre pays dans la solution des problèmes européens encore en suspens, et au succès de la Conférence européenne de sécurité.

La reconnaissance de la République Démocratique Allemande par notre pays est aussi le couronnement des efforts infatigables déployés par les forces qui, dans notre pays, ont mené depuis de longues années la lutte pour atteindre ce but.

La République Démocratique Allemande est un état socialiste, qui a banni le revanchisme et le militarisme de son territoire et a fourni ainsi une contribution inestimable à la sauvegarde de la paix en Europe. Entre l'Elbe et l'Oder s'est construite une société hautement développée, basée sur le pouvoir des travailleurs. Ses résultats nous remplissent de fierté !

Le Bureau Politique du Parti
Communiste de Belgique,
Bruxelles, le 27 décembre 1972.

Communiqué.

Le Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique apprend avec grande satisfaction la décision prise par le gouvernement belge, de reconnaître la République Démocratique Allemande et de nouer avec elle des relations diplomatiques.

- Cette décision, dictée par le réalisme, contribuera à faire jouer un plus grand rôle par notre pays dans la solution des problèmes européens encore en suspens, et au succès de la Conférence européenne de sécurité.

La reconnaissance de la République Démocratique Allemande par notre pays est aussi le couronnement des efforts infatigables déployés par les forces qui, dans notre pays, ont mené depuis de longues années la lutte pour atteindre ce but.

La République Démocratique Allemande est un état socialiste, qui a banni le revanchisme et le militarisme de son territoire et a fourni ainsi une contribution inestimable à la sauvegarde de la paix en Europe. Entre l'Elbe et l'Oder s'est construite une société hautement développée, basée sur le pouvoir des travailleurs. Ses résultats nous remplissent de fierté !

Le Bureau Politique du Parti
Communiste de Belgique,
Bruxelles, le 27 décembre 1972.

Persmededeling.

Het Politiek Bureau der Kommunistische Partij van België neemt met grote voldoening kennis van het besluit der Belgische regering om de Duitse Demokratische Republiek te erkennen en er diplomatieke betrekkingen mee aan te knopen.

Dit besluit, ingegeven door realisme, zal er toe bijdragen dat ons land een grotere rol kan spelen bij de regeling der nog hangende Europese vraagstukken, en tot het succes der Europese Veiligheidskonferentie.

De erkenning der D.D.R. door ons land is tevens de bekroning der onvermoeibare inspanningen van al die krachten in ons land, die zich voor dat doel gedurende vele jaren hebben ingezet.

De Duitse Demokratische Republiek is een socialistische staat, die het revanchisme en het militarisme van zijn grondgebied verdreven heeft en aldus een onschatbare bijdrage heeft geleverd tot het handhave van de vrede in Europa. Tussen Elbe en Oder heeft ze een hoogontwikkelde gemeenschap gevestigd, gegrondvest op de arbeidersmacht. Haar resultaten vervullen ons allen met trots !

Het Politiek Bureau der
Kommunistische Partij van België
Brussel, 27 december 1972.

COMMUNIQUE

Hanoi et Haiphong sont menacés d'être détruits complètement par les bombardements de terreur américains. Après avoir renié, en fait, l'accord de paix du 20 octobre, pratiquement conclu entre des représentants américains et vietnamiens, Nixon veut mettre le peuple vietnamien à genoux par des moyens militaires.

Ces derniers jours, une vague d'indignation et de protestation s'est manifestée dans le monde entier. Face à l'opinion internationale, Nixon est mis au pilori. Les gouvernements de Suède, du Danemark et des Pays-Bas ont déjà condamné énergiquement la reprise des bombardements meurtriers. La voix du gouvernement belge doit se faire entendre avec la même force, et même rapidement !

Pour cela, il faut l'action toujours plus ample de toutes les forces sociales et politiques importantes de notre pays, de tous les partis démocratiques, des organisations syndicales, des mouvements de jeunesse, etc. Une telle action ne pourrait que bénéficier du soutien de l'opinion publique de notre pays qui souhaite à coup sûr que le gouvernement belge fasse siennes publiquement devant le gouvernement américain les revendications suivantes, avancées par le Comité National Vietnam :

- Arrêt immédiat et définitif des bombardements américains au Vietnam;
- Signature immédiate de l'accord Le Duc Tho - Kissinger;
- Libération de tous les prisonniers politiques au Sud-Vietnam.

Le Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique accorde son soutien actif à tous les mouvements et organisations qui se déclarent ou se déclareront d'accord avec ces mots d'ordre, et demande à tous les communistes de participer aux manifestations prévues, et de contribuer à en assurer le succès.

Le Bureau Politique du
Parti Communiste de Belgique.

Bruxelles, le 28 décembre 1972.

PERSMEDEDELING

Hanoi en Haiphong worden door de Amerikaanse terreurbombardementen met volledige vernietiging bedreigd. Na zijn feitelijke verloochening van het vredesakkoord dat op 20 oktober tussen Amerikaanse en Viëtnamese vertegenwoordigers praktisch afgesloten werd, wil Nixon met militaire middelen het Viëtnamese volk op de knieën dwingen.

In de ganse wereld rijst deze dagen een golf van verontwaardiging en protest op. De regeringen van Zweden, Denemarken, en Nederland hebben de hervatting der moorddadige bombardementen reeds krachtig veroordeeld. De stem der Belgische regering moet zich in dat koor met dezelfde kracht laten horen, en wel spoedig !

Daartoe is het steeds bredere optreden vereist van alle belangrijke sociale en politieke krachten van ons land, van alle democratische partijen, de vakorganisaties, de jeugdbewegingen, enz. Dergelijk optreden zou ongetwijfeld de steun genieten van de openbare mening van ons land, die het zeker zou goedkeuren dat de Belgische regering openbaar ten overstaan der Amerikaanse regering de eisen overneemt die door het Nationaal Viëtnam Komitee gesteld worden :

- Onmiddellijke en definitieve stopzetting van de Amerikaanse bombardementen op Viëtnam;
- Onmiddellijke ondertekening van het akkoord Le Duc Tho - Kissinger;
- Vrijlating van alle politieke gevangenen in Zuid-Viëtnam.

Het Politiek Bureau der Kommunistische Partij van België verleent zijn actieve steun aan alle bewegingen en organisaties die zich achter deze ordewoorden opstellen of dat in de komende dagen zullen doen, en vraagt alle kommunisten deel te nemen aan hun manifestaties en mede tot hun sukses bij te dragen.

Het Politiek Bureau
der Kommunistische Partij van België.

Brussel, 28 december 1972.